

Elfte Sitzung – Onzième séance

Mittwoch, 1. Oktober 2008

Mercredi, 1er octobre 2008

08.40 h

04.062

**Bundesgesetz
über die Krankenversicherung.
Teilrevision. Managed Care**

**Loi fédérale
sur l'assurance-maladie.
Révision partielle. Managed Care**

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 15.09.04 (BBI 2004 5599)
Message du Conseil fédéral 15.09.04 (FF 2004 5257)
Ständerat/Conseil des Etats 05.12.06 (Erstrat – Premier Conseil)
Ständerat/Conseil des Etats 13.06.07 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 04.12.07 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Ständerat/Conseil des Etats 04.03.08 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 04.06.08 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 17.09.08 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 18.09.08 (Differenzen – Divergences)
Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 24.09.08
Ständerat/Conseil des Etats 01.10.08 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 01.10.08 (Differenzen – Divergences)

2. Bundesgesetz über die Krankenversicherung (Medikamentenpreise)

2. Loi fédérale sur l'assurance-maladie (Prix des médicaments)

Art. 52a1 Abs. 3

Antrag der Einigungskonferenz
Streichen

Art. 52a1 al. 3

Proposition de la Conférence de conciliation
Biffer

Schwaller Urs (CEg, FR), für die Kommission: Die Frage der Medikamentenpreise hat nach drei Runden auch noch die Einigungskonferenz beschäftigt. Offen war wie bereits in der dritten Runde einzig die Frage, ob es Absatz 3 von Artikel 52a1 bei der Änderung des Bundesgesetzes über die Krankenversicherung denn überhaupt brauche. Der Nationalrat hat diesbezüglich in seiner Mehrheit die Auffassung vertreten, dass ausdrücklich zu sagen sei: «Arzneimittel gelten als wirtschaftlich im Sinne von preisgünstig, wenn sie die indizierte Heilwirkung mit möglichst geringem finanziellem Aufwand gewährleisten.» Ebenfalls sei im Gesetzestext festzuhalten, dass bei Originalpräparaten der therapeutische Mehrwert angemessen zu berücksichtigen sei. Der Ständerat hat in der dritten Runde mit 36 zu 4 Stimmen entschieden, Absatz 3 zu streichen, und zwar mit der Begründung, dass man an der heutigen Praxis nichts ändern wolle, die Formulierung des Nationalrates aber die Gefahr in sich berge, zu langwierigen neuen Gerichtsverfahren Anlass zu geben. Was die heutige Praxis anbelangt, solle das KVG als Grundsatz festhalten, dass die zuständigen Behörden in allen Fällen darauf zu achten hätten, eine qualitativ hochstehende und zweckmässige gesundheitliche Versorgung zu möglichst günstigen Preisen zu erreichen.

Diese Forderung gilt allgemein und braucht nicht in jedem Kapitel wiederholt zu werden. Was die Berücksichtigung der Kosten für Forschung und Entwicklung bei der Beurteilung der Wirtschaftlichkeit eines Originalpräparates anbelangt, so findet sich diese Auflage in der Verordnung und entspricht auch heutiger Praxis, die wie gesagt fortgeführt werden soll. Es heisst dies insbesondere, dass zur Abgeltung der Kosten von Forschung und Entwicklung ein Innovationszuschlag einbezogen wird, insoweit als Arzneimittel in der medizinischen Behandlung einen Fortschritt bedeuten.

All diese Argumente wurden auch in der Einigungskonferenz erneut vorgebracht und gewichtet. Die Einigungskonferenz ist mit 15 zu 10 Stimmen auf den Entscheid des Ständerates eingeschwenkt und beantragt folgerichtig Streichung von Absatz 3. Wir beantragen, diesem Entscheid zuzustimmen.

Präsident (Brändli Christoffel, Präsident): Der Kommissions sprecher und der Herr Bundespräsident verzichten auf das Wort.

Angenommen – Adopté

07.492

Parlamentarische Initiative

UREK-SR.

Schutz und Nutzung der Gewässer

Initiative parlementaire

CREATE-CE.

Protection et utilisation des eaux

Erstrat – Premier Conseil

Einreichungsdatum 23.11.07

Date de dépôt 23.11.07

Bericht UREK-SR 12.08.08 (BBI 2008 8043)

Rapport CEATE-CE 12.08.08 (FF 2008 7307)

Stellungnahme des Bundesrates 19.09.08 (BBI 2008 8079)

Avis du Conseil fédéral 19.09.08 (FF 2008 7343)

Ständerat/Conseil des Etats 01.10.08 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 01.10.08 (Fortsetzung – Suite)

07.060

Lebendiges Wasser.

Volksinitiative

Eaux vivantes.

Initiative populaire

Erstrat – Premier Conseil

Botschaft des Bundesrates 27.06.07 (BBI 2007 5511)

Message du Conseil fédéral 27.06.07 (FF 2007 5237)

Ständerat/Conseil des Etats 01.10.08 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 01.10.08 (Fortsetzung – Suite)

Präsident (Brändli Christoffel, Präsident): Im Rahmen der Eintrittsdebatte behandeln wir die parlamentarische Initiative 07.492, «Schutz und Nutzung der Gewässer», und die Frage der Fristverlängerung für die Behandlung der Volksinitiative «Lebendiges Wasser» gemeinsam.

Lombardi Filippo (CEg, TI), pour la commission: Comme l'a dit le président, je vais aborder plusieurs objets en même temps. D'une part, nous traitons la question de la prorogation du délai de traitement de l'initiative populaire «Eaux vivantes» déposée en 2006 et munie de 161 000 signatures, nombre important. Le Conseil fédéral propose de la rejeter sans y opposer de contre-projet. Par ailleurs, nous examinons un contre-projet indirect que la commission vous pré-



sente sous la forme d'une initiative parlementaire de commission et intitulée «Protection et utilisation des eaux». Finalement, si nous acceptons le contre-projet indirect, nous avons la faculté de prolonger d'une année le délai de traitement de l'initiative populaire, ce qui permettrait au Conseil national d'examiner l'initiative populaire et le contre-projet de façon raisonnable au cours de l'année à venir.

La situation de départ est connue. Le 3 juillet 2006, l'initiative populaire «Eaux vivantes» a été déposée. Par leur texte, les initiateurs demandent la renaturation des eaux. Dans le texte de l'initiative, le terme «renaturation» désigne l'ensemble des mesures destinées à valoriser les eaux, c'est-à-dire toutes les actions qui visent à rétablir dans un état proche de l'état naturel les cours d'eau aménagés, à atténuer les effets nuisibles des éclusées en aval des centrales hydroélectriques, à réactiver le régime du charriage, à améliorer la migration des poissons et à assainir les débits résiduels insuffisants.

Les cantons sont les acteurs visés par l'initiative, car ce sont eux qui sont appelés à ordonner les mesures précitées et à créer des fonds de renaturation pour financer ces mesures. Par ailleurs, l'initiative prévoit que les organisations directement affectées – les organisations nationales de la pêche ou de protection de la nature et de l'environnement – puissent imposer de telles mesures par la voie juridique du droit de requête et du droit de recours.

Le 27 juin 2007, le Conseil fédéral a proposé au Parlement de recommander au peuple et aux cantons le rejet de l'initiative populaire fédérale «Eaux vivantes» sans y opposer de contre-projet. A vrai dire, le Conseil fédéral reconnaît la nécessité d'assainir nos eaux, ce qui est par ailleurs prévu par la révision de la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux. Il reconnaît que tout n'a pas été fait dans les délais souhaitables, mais il considère que ces assainissements doivent être inscrits dans la législation en vigueur.

Ceci n'est pas l'opinion du Parlement puisque les deux chambres ont adopté en 2007 la motion Epiney 07.3311, «Renaturation des cours d'eau. Contre-projet à l'initiative populaire 'Eaux vivantes'». Celle-ci prévoyait que le financement de la renaturation soit assuré par un supplément de 0,1 centime par kilowattheure sur les coûts de transport des réseaux à haute tension, sur le modèle de ce qui a été fait pour le soutien aux énergies renouvelables.

Dans le cadre de l'examen de l'initiative populaire, la commission a décidé d'élaborer un contre-projet indirect à l'initiative populaire «Eaux vivantes», donc de s'éloigner de la voie proposée par le Conseil fédéral. La commission reconnaît qu'il est nécessaire d'améliorer la protection des eaux, mais elle juge que l'initiative populaire va trop loin et qu'il convient de rechercher un équilibre entre protection et utilisation des eaux. «Protection et utilisation des eaux», c'est bien le titre de notre initiative parlementaire!

La commission estime notamment qu'il serait injustifié d'accorder un droit de requête et de recours aux organisations nationales de la pêche ou de protection de la nature et de l'environnement pour la mise en oeuvre de ces mesures, alors que le débat politique dans le pays tend plutôt à endiguer non pas les rivières mais les droits de recours. C'est une des différences de l'initiative avec le contre-projet indirect que votre commission vous proposera. L'autre différence sensible est que notre contre-projet s'attèle à la question du financement fédéral des mesures prises, ce que l'initiative populaire avait pour sa part absolument ignoré.

Nous proposons donc, dans ce contre-projet indirect élaboré par la commission:

1. des mesures pour la revitalisation des eaux;
2. des mesures pour l'atténuation des effets nuisibles des éclusées en aval des centrales hydroélectriques;
3. la réactivation du régime de charriage – vous verrez de quoi il s'agit;
4. un élément qui ne va pas dans la direction de l'initiative populaire, mais qui est partie du compromis que nous vous proposons pour obtenir le plus large consensus possible autour de ces mesures, à savoir une certaine flexibilisation

des dérogations aux débits résiduels minimaux dans le cas des tronçons de cours d'eau à faible potentiel écologique;

5. les mesures concernant le financement de tout ce qui est proposé.

Notre contre-projet indirect a été soumis à une procédure de consultation du 30 avril au 30 juin 2008. Les 110 participants à cette consultation ont exprimé, en grande majorité, le soutien à l'idée même du contre-projet, encore que les opinions divergeaient ensuite sur le contenu des mesures que nous proposons.

Par ailleurs, les divergences étaient parfois contradictoires. Je prends par exemple la question des débits résiduels minimaux. Sur ce point, une partie des participants à la consultation a dit: «Ce que propose la commission va trop loin», alors qu'une autre partie a dit: «Ce que propose la commission ne va pas assez loin et ne tient pas compte d'une autre initiative parlementaire qui est pendante auprès de la commission, qui est une initiative parlementaire Epiney, qui prévoit une flexibilisation accrue de ces débits résiduels.»

Ceci pour vous dire que la commission a tenu compte autant que possible des observations faites lors de la procédure de consultation. Elle a d'abord remanié son projet; elle a ensuite pris acte de la prise de position du Conseil fédéral sur son projet; et elle a enfin adapté son projet. Le présent contre-projet indirect est donc le fruit d'un travail très long et très important, dont le but a été de véritablement obtenir le consensus le plus large possible.

Le projet que la commission vous soumet a été adopté par 10 voix contre 0 et 3 abstentions, ces dernières, qui seront sans doute justifiées au cours du débat, ne visaient pas la substance même du projet, mais plutôt certaines considérations que ceux qui se sont abstenus vous exposeront; les commissaires qui se sont abstenus ont travaillé très activement, je dois le dire, à l'élaboration du projet.

Il importe de dire que le contre-projet indirect de la commission offre une alternative viable en réponse aux préoccupations des initiateurs. L'initiative populaire a, elle-même, des lacunes qui rendraient son application certainement difficile; elle est, en tout cas, en contradiction avec une autre loi que nous venons de voter – la loi sur l'énergie –, qui fixe des objectifs d'augmentation de la production d'énergie hydroélectrique dans ce pays à hauteur de 2000 gigawattheures par an à l'horizon 2030. L'initiative populaire, en tant que telle, aurait tendance à limiter ces possibilités, alors que le choix de votre commission est de dire: «Oui, nous protégeons les eaux. Mais, dans la mesure où cela ne constitue pas un problème écologique majeur, nous concéderons aussi aux cantons la faculté d'autoriser certaines dérogations qui permettent une utilisation plus étendue des ressources hydrauliques en vue de la production d'énergie hydroélectrique.»

Je pense qu'il est important de dire au sujet des suggestions qui se sont dégagées de la procédure de consultation que les points suivants ont notamment été retenus par la commission:

1. Il faut renforcer et accélérer la revitalisation des eaux en introduisant une obligation pour les cantons d'élaborer des programmes de revitalisation.
2. Il faut prendre en compte les besoins d'espace lors de toute intervention visant à la revitalisation des eaux. Il faut de l'espace, du territoire disponible, des mètres carrés en suffisance pour que certaines mesures puissent être prises. Nous avons donc prévu d'ajouter un nouvel article dans la loi, qui concerne exclusivement l'espace réservé aux eaux.
3. Il faut faciliter l'acquisition de terrains pour la réalisation des projets de revitalisation et de protection contre les crues – donc introduire une nouvelle exception à l'obligation d'obtenir une autorisation pour acquérir des terrains agricoles destinés à cette fin.
4. Il faut prévoir une planification cantonale des mesures destinées à assainir l'exploitation de la force hydraulique avec l'objectif d'avoir à l'horizon 2014 toutes ces planifications faites par les cantons, cofinancées à hauteur d'un tiers par la Confédération. Il faut prévoir aussi une disposition qui oblige les cantons à élaborer le plan de revitalisation des eaux avec le subventionnement y relatif.



5. Il faut prendre en compte davantage les droits acquis lors de l'assainissement des centrales hydroélectriques. La commission avait proposé à l'origine de ne couvrir que 80 pour cent des coûts occasionnés par des mesures d'assainissement aux propriétaires de centrales. Elle s'est rangée enfin à l'avis du Conseil fédéral et, d'ailleurs, à celui des exploitants eux-mêmes. Elle vous propose maintenant de reconnaître une indemnisation à 100 pour cent des coûts des mesures d'assainissement.

6. En ce qui concerne les dérogations aux débits résiduels, la commission a pour finir choisi la variante la moins «agressive», celle qui modifie le moins possible l'état actuel des choses, cela par rapport à d'autres idées et propositions qui ont été discutées et qui auraient multiplié ultérieurement les possibilités de déroger au régime des débits résiduels.

Je passe à une description de ce qui est prévu substantiellement dans les divers chapitres de l'initiative parlementaire. En ce qui concerne la revitalisation, il faut tout d'abord bien distinguer ce qu'est la revitalisation de ce qu'est l'assainissement dû aux ouvrages hydroélectriques, qui ont été construits et qui limitent la fonctionnalité des cours d'eau. L'assainissement concerne principalement, et de façon prioritaire, les cours d'eau qui se trouvent sur le Plateau. L'endiguement et les limitations de la fonction naturelle originale se sont développés au cours de presque deux siècles. Cela fait deux siècles qu'on essaie d'endiguer, de canaliser, de modifier l'état des cours d'eau. Sur les 60 000 kilomètres de cours d'eau que compte la Suisse, 15 000 kilomètres environ, soit un quart, font aujourd'hui l'objet d'un endiguement «en dur», comme on dit. Ils ont été cimentés, bétonnés. Certains cours d'eau sont même maintenant souterrains suite à ces interventions humaines. Sur le Plateau, le problème est donc encore plus sensible que dans les montagnes puisque 50 pour cent des cours d'eau sont rectifiés ou fortement aménagés. Cette situation a naturellement des effets négatifs dans le cadre de la garantie de la protection contre les crues, car l'espace nécessaire à l'utilisation des eaux fait défaut et la diversité naturelle à l'intérieur et le long des cours d'eau est fortement réduite. La migration des poissons est souvent interrompue, les paysages sont appauvris du fait des déficits structurels dont souffrent les cours d'eau, ce qui réduit aussi leur valeur récréative pour la population. Par ailleurs, le pouvoir d'autoépuration des eaux est diminué.

Le contre-projet que nous vous proposons, en accord avec l'administration qui a travaillé intensivement avec votre commission, vise à promouvoir la revitalisation de 4000 kilomètres sur les 15 000 kilomètres de cours d'eau qui sont endigués, touchés. Ce sont les 4000 kilomètres que nous reconnaissons comme prioritaires. C'est là qu'il est nécessaire de mettre effectivement l'accent pour des mesures de revitalisation. Je vous ai dit que cela fait deux siècles que l'on endigue et que l'on canalise ces cours d'eau. Nous ne pouvons pas prévoir de tout résoudre en quelques années. Le contre-projet prend donc en compte le fait qu'il faudra environ trois générations pour mener à terme ce projet de renaturation des eaux et reconstituer un habitat aquatique qui soit le plus proche possible de ce qu'il était à l'origine. Nous faisons donc un calcul des mesures prises pour environ quatre-vingts ans, ce qui va ensuite expliquer les chiffres que je vais vous donner au sujet du financement.

Par ailleurs, nous réservions aux eaux l'espace nécessaire pour qu'elles soient à même de remplir leur fonction naturelle. Cette nouvelle attention portée à l'espace nécessaire aux eaux pour qu'elles puissent, d'une façon naturelle, couler et utiliser l'étendue dont elles ont besoin, concerne environ la moitié des cours d'eau suisses, soit quelque 30 000 kilomètres sur 60 000. Vous voyez donc que la commission vous propose un projet ambitieux et qu'elle s'est vraiment donné la peine de cerner les problèmes de façon détaillée, précise et concrète, pour ne pas rester au niveau des formulations de principe qui, parfois, ont quelque difficulté à se concrétiser.

J'en viens au deuxième grand chapitre de notre contre-projet, qui est la réduction des effets nuisibles des éclusées. Qu'est-ce qu'une éclusée — «Schwall und Sunk» en alle-

mand? C'est la différence de portée en aval d'un aménagement hydroélectrique. Vous savez que quand la production démarre et qu'il est nécessaire d'injecter rapidement une importante quantité de courant électrique supplémentaire sur le réseau, c'est-à-dire quand le turbinage démarre, la portée du cours d'eau en aval peut augmenter de 10 à 40 fois par rapport à la portée minimale. Cette variation de portée, qu'on appelle l'éclusée, est très néfaste, notamment pour les poissons, mais aussi pour toute la faune aquatique en aval de l'ouvrage en question. Il s'agit donc de trouver des moyens pour réduire ces effets négatifs.

La commission s'est demandé comment réaliser cela. En fait, il y a deux voies possibles: il y a des mesures d'exploitation et des mesures de construction.

Si vous prenez des mesures d'exploitation, vous limitez la possibilité pour les ouvrages hydroélectriques d'injecter rapidement une quantité supplémentaire de courant au moment où cela est nécessaire. Cela aurait des effets négatifs, non seulement d'ordre financier, mais aussi d'ordre tout à fait technique sur la capacité de maintenir la tension sur le réseau, notamment parce que l'hydroélectricité sert de plus en plus à maintenir la tension du réseau, en complément à d'autres sources de production.

En tant que Parlement, nous soutenons, avec la loi sur l'énergie révisée, les sources d'énergie renouvelables dont la production présente des irrégularités — nous pensons à l'énergie éolienne et à l'énergie solaire. Il faut avoir ici la possibilité de compenser les fluctuations de tension au moyen d'une production rapide par les installations hydroélectriques. Donc, si l'on prenait essentiellement des mesures d'exploitation pour limiter les effets des éclusées, non seulement nous n'aurions pas une réduction de la production totale d'énergie électrique par année, mais surtout nous n'aurions plus la possibilité d'utiliser cette énergie pour une injection importante et rapide de courant électrique qui est nécessaire aux heures de pointe.

C'est pour cette raison que la commission vous proposera surtout des mesures de construction pour résoudre ce problème, c'est-à-dire des aménagements, qu'il faut évidemment financer — ce sont des investissements —, mais qui permettent de limiter en aval de l'ouvrage hydroélectrique les effets néfastes des éclusées. Ces bassins de compensation, ces ouvrages qui doivent être financés et construits, auront une triple valeur: premièrement, la limitation des effets néfastes des éclusées — c'est certainement important; deuxièmement, une capacité de réserve nouvellement créée pour limiter les dommages des crues lorsqu'il y a des crues — c'est une réserve supplémentaire de capacité pour retenir les eaux; troisièmement, la possibilité dans certains cas — ce ne sera pas partout le cas — d'utiliser ces bassins de compensation pour des opérations de pompage-turbinage, donc d'utiliser encore une fois cette eau pour la production de courant électrique.

Voilà les mesures que nous vous proposerons dans le deuxième grand chapitre, celui de la réduction des effets nuisibles des éclusées.

J'en viens au troisième chapitre de nos propositions, c'est-à-dire à la réactivation du régime du charriage. Qu'est-ce que le charriage? Le cours d'eau charrie naturellement du sable, de la terre, des pierres, tout ce qui descend des montagnes vers la plaine. Evidemment, tous les ouvrages qui ont été construits — notamment les ouvrages hydroélectriques — limitent, perturbent cet écoulement naturel de matériel dans les rivières. Encore une fois, l'absence de ce matériel crée des problèmes à la faune aquatique, mais aussi à l'équilibre statique lui-même de ces rivières, puisque quand l'eau ne charrie pas assez de sable et de substances de ce genre, elle a tendance à éroder le fond même de la rivière et à créer par là même des instabilités, qui engendrent à leur tour la nécessité de construire d'autres ouvrages pour restaurer le fond des rivières et les berges. Selon les initiateurs, nous faisons cette opération surtout pour rétablir un régime favorable à la faune aquatique; mais dans une vision plus globale, c'est aussi pour limiter les effets néfastes de la



baisse du charriage sur l'équilibre physique, statique et constructif des rivières en aval des ouvrages.

J'en viens au point peut-être le plus délicat, en tout cas celui qui pourrait être le plus problématique pour les initiateurs. Quand on élabore un contre-projet, on essaie de réaliser une partie de ce que les initiateurs demandent. Or, sur ce point-là, nous ne réalisons évidemment pas une partie de ce que les initiateurs demandent, car nous allons dans une autre direction. Cela est dû au souci de compromis dont je vous ai parlé au début de mon intervention. De quoi s'agit-il? Il s'agit de dérogation aux débits résiduels minimaux dans le cas de tronçons, de cours d'eau à faible potentiel écologique. La loi sur l'énergie nous impose d'augmenter notre production hydroélectrique. Il s'agit de se demander s'il n'est pas possible, dans le cas de certains cours d'eau à faible potentiel écologique, là où cela ne créerait pas des problèmes écologiques insurmontables, d'utiliser une part supplémentaire d'eau, c'est-à-dire de réduire la limite de débit minimal fixée par la loi.

Des dérogations existent déjà dans la loi actuelle, la commission propose simplement de modifier les conditions, notamment en augmentant l'altitude minimale du cours d'eau. Elle est actuellement fixée à 1700 mètres. Les cantons peuvent prévoir des dérogations pour des cours d'eau situés au-dessus de 1700 mètres. La commission vous propose de ramener ce niveau minimum à 1500 mètres. Mais attention! il s'agit d'une «Kann-Formulierung»: les cantons «peuvent» prévoir des dérogations, ils ne sont pas obligés de le faire. Ils continueront à faire la pesée des intérêts écologiques d'une part, et énergétiques de l'autre. Les mesures que le projet de la commission prévoit dans ce domaine sont équilibrées. Comme l'administration, nous estimons que les dérogations prévues dans la loi concernent 30 pour cent au maximum des cours d'eau utilisables à des fins de production hydroélectrique, alors qu'avec l'abaissement de cette limite, 40 pour cent au maximum des cours d'eau seraient concernés. Cela signifie passer de 30 à 40 pour cent des cours d'eau avec, je le répète, des mesures assez limitatives dont je vous parlerai lors de la discussion par article.

J'en viens au point fondamental du projet de la commission, qui est celui du financement, problème que l'initiative populaire ne règle pas. L'initiative populaire prévoit que les cantons doivent créer des fonds de renaturation pour financer les ouvrages. Elle n'en dit pas plus. La commission s'est penchée très attentivement sur cette question. Ce qui a manqué ces quinze dernières années depuis la modification de la loi de 1991 sur la protection des eaux, ce ne sont pas les proclamations au niveau législatif, mais l'argent pour réaliser les mesures et peut-être une certaine volonté politique dans les différents organes. Le projet de la commission essaie de résoudre ce problème en fixant des délais, en obligeant les cantons à planifier les mesures qu'ils prévoient de mettre en oeuvre, mais aussi en donnant aux cantons les moyens financiers pour que cela puisse se faire.

Nous distinguons deux grands chapitres. D'une part, il y a la renaturation des cours d'eau, dont je vous ai parlé, qui n'est pas nécessaire à cause de l'utilisation hydroélectrique. La motion Epiney 07.3311 prévoyait un supplément de 0,1 centime par kilowattheure sur les coûts de transport des réseaux à haute tension pour financer les projets de renaturation des cours d'eau, mais ce n'est pas cela qu'il faut faire, parce qu'il n'y a pas de lien direct entre ouvrage hydroélectrique et opération de renaturation qui, je le répète, est due à des interventions de l'homme – surtout sur le Plateau – qui s'étalent sur deux siècles.

Pour cette tâche d'importance nationale à laquelle il faudra s'atteler pendant quatre-vingts ans, nous avons prévu que la Confédération assume deux tiers du financement des fonds cantonaux qui seront nécessaires pour réaliser ces opérations. Il faut par ailleurs préciser – et j'imagine que Monsieur le conseiller fédéral Leuenberger nous confirmera ce chiffre – que nous prévoyons que la Confédération apporte 40 millions de francs par année pour les renaturations. Vu que sa participation est de deux tiers, soit 40 millions de francs – le tiers restant de 20 millions incombe aux

cantons –, cela équivaut à une disponibilité de 60 millions de francs par année. Pour une durée de quatre-vingts ans, cela fait environ 5 milliards de francs, et c'est ce qui est nécessaire pour renaturer les 4000 kilomètres de cours d'eau que nous voulons prioritairement renaturer.

D'autre part, il y a la deuxième partie du financement des mesures prévues par la commission. Cela concerne ce qui est en liaison avec la production hydroélectrique, c'est-à-dire l'assainissement, en aval, des ouvrages hydroélectriques avec, justement, les deux séries de mesures que je vous ai décrites: d'une part des mesures de construction pour compenser et limiter les dommages des éclusées, d'autre part la réintroduction d'un régime satisfaisant du charriage. Ces mesures-là sont nécessaires du fait de l'utilisation des cours d'eau à des fins de production hydroélectrique, donc il est compréhensible et logique – il est même constitutionnel – de prévoir que ces mesures-là soient financées par le courant électrique.

Dans ce but, nous vous proposons d'augmenter, dans la loi sur l'énergie, de 0,6 à 0,7 centime par kilowattheure la contribution sur les coûts de transport des réseaux à haute tension actuellement prévue – notamment pour les énergies renouvelables – et de prévoir que 0,1 centime soit destiné au financement des mesures qui vont être imposées aux propriétaires des ouvrages hydroélectriques dans ces domaines, ainsi qu'aux mesures que les cantons doivent prendre pour la planification et le contrôle de ces ouvrages et pour la question du régime du charriage.

Combien rapporte 0,1 centime par kilowattheure? Eh bien, nous le savons puisque nous nous en étions occupés dans le cadre du débat sur les énergies renouvelables. Nous savons que 0,6 centime par kilowattheure rapporte quelque 300 à 350 millions de francs suivant les années et suivant les exemptions que la loi prévoit. Donc un montant de 50 à 60 millions de francs par année peut être atteint avec 0,1 centime par kilowattheure. Comme nous prévoyons que ces ouvrages seront financés sur une période de vingt ans, ces 50 à 60 millions de francs se monteront finalement à 1 milliard de francs. Ce milliard de francs est le montant nécessaire, de l'avis de votre commission, pour résoudre les problèmes des éclusées et du charriage dus aux ouvrages hydroélectriques. Je crois qu'il y a ensuite une série de détails que nous allons voir au moment de la discussion par article du projet de la commission.

Je voudrais conclure en vous transmettant ce message de la part de la commission. Le travail important que nous avons fait et les résultats satisfaisants de la consultation que nous avons menée, ainsi que l'accord du Conseil fédéral, tout cela montre bien que la voie choisie par la commission – que vous avez soutenue et que notre commission soeur a soutenue en nous autorisant à élaborer ce contre-projet indirect – était la voie juste. Il fallait faire quelque chose et nous proposons un système équilibré, qui est vraiment conçu comme un contre-projet indirect, qui entrera en vigueur si l'initiative populaire est soit retirée, soit rejetée en votation populaire.

Nous espérons que les initiateurs – évidemment, ils ont le droit de réfléchir jusqu'à la fin des travaux parlementaires pour voir quel est exactement le texte qui va sortir non seulement du Conseil des Etats mais aussi du Conseil national – pourront se ranger à notre point de vue. En effet, nous avons pris leurs préoccupations très au sérieux. Nous avons essayé d'offrir un cadre de solutions le plus complet possible, qui va même plus loin que celui des initiateurs eux-mêmes, notamment dans le domaine du financement. Ce contre-projet donne des solutions viables, sérieuses, crédibles – qui seront finalement appliquées –, mais il va moins loin en ce qui concerne le droit de recours que nous n'avons pas retenu. En échange, il prévoit une flexibilisation des dérogations relatives aux débits résiduels minimaux.

C'est un contre-projet complet qui devrait être de nature à convaincre tant les initiateurs que les cantons alpins, qui se sont évidemment préoccupés des limitations de leur exploitation dans le domaine hydroélectrique, que les exploitants d'ouvrages hydroélectriques eux-mêmes. La «Stromwirtschaft» est donc un projet qui essaie vraiment de mettre tout



le monde d'accord pour arriver à avancer dans ce domaine, qui est important, qui est nécessaire pour l'avenir de notre pays et pour lequel il est utile que tout le monde travaille dans la même direction, et pas dans des directions opposées.

Je vous propose d'adopter le projet de la commission de modification de la loi sur la protection des eaux et de recommander au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative populaire. Je vous invite à adopter la proposition de la commission de prolonger d'une année le délai de traitement pour que le Conseil national puisse examiner le contre-projet avec le temps voulu et se faire sa propre opinion à son sujet.

Büttiker Rolf (RL, SO): Meine Interessenbindungen zur Elektrizitätswirtschaft werden ausgeglichen, weil ich aktiver Fischer bin, wenn auch mit mässigem Erfolg. Angesichts von Artikel 89 der Bundesverfassung und unseren Diskussionen in der Energie-, Klima- und Umweltpolitik der vergangenen Jahre muss ich Ihnen jetzt im Zusammenhang mit der Initiative und dem Gegenvorschlag sagen: Wir können einige Widersprüche und Ungereimtheiten auch gegenüber unseren Beschlüssen der Vergangenheit feststellen. Die Initiative und der Gegenvorschlag sind nicht kohärent mit der bisherigen Energie-, Klima- und Umweltdiskussion, die wir auch in diesem Saal geführt haben. Ich habe aber gelernt, mit Widersprüchen zu leben, und die Politik ist heute ja auch ein bisschen mit Widersprüchen zu leben.

Zur Volksinitiative: Ich muss den Initianten zugute halten – ich habe auch ein gewisses Verständnis dafür –, dass die Initiative einen Schwachpunkt aufgreift. Der Schwachpunkt ist nach meiner Meinung der, dass einige Kantone ihre Hausaufgaben in Bezug auf den Gewässerschutz nur teilweise oder eben nicht gemacht haben. Das muss man heute als Fakt so zugeben und feststellen.

Die Volksinitiative «Lebendiges Wasser» des Fischereiverbandes ist abzulehnen – ich bin froh, dass der Bundesrat dies auch so sieht.

1. Die Initiative fordert – als erster Punkt – die Wasserkraftnutzung nicht. Das muss man klar so festhalten. Sie will die bestehenden Rechte zur Wasserkraftnutzung eher einschränken als fördern.

2. Die Initiative steht im Widerspruch zur Versorgungssicherheit der Schweiz in Bezug auf Strom. Die Wasserkraftnutzung muss weiter ausgebaut und entwickelt werden; das haben wir auch so beschlossen. Wir haben hier in diesem Saal 2000 Gigawattstunden bis 2030 beschlossen, und dieser Anteil der Wasserkraft an der Stromversorgung muss mindestens gehalten werden.

3. Die Initiative ist auch volkswirtschaftlich nicht überzeugend, sondern eher schädlich, und sie steht ganz klar im Widerspruch zu den energiepolitischen Zielen des Bundes und auch des Bundesrates.

4. Die Initiative ist ökologisch nicht nachhaltig, gerade im Hinblick auf die ökologische Gesamtwertung. Bei einer ökologischen Gesamtwertung der Auswirkungen der Initiative auf die CO₂-Emissionen und die weiteren ökologischen Folgen des Ersatzes von Stromproduktionskapazitäten muss man klar zu einem negativen Ergebnis kommen.

5. Das Antrags- und Beschwerderecht der berechtigten Organisationen führt entschieden zu weit und gibt diesen Organisationen ein unverhältnismässiges, überproportionales Machtinstrument in die Hand. Im Zusammenhang mit der Verbandsbeschwerdeabstimmung wird immer etwa gesagt, das sei eine umweltpolitische Provokation. Sie wissen, wo ich in Bezug auf die Abschaffung des Verbandsbeschwerderechts stehe. Aber das Beschwerderecht, das in dieser Initiative stipuliert wird, ein aktives Beschwerderecht, ist auch eine Provokation!

Aus all diesen Gründen ist die Initiative abzulehnen.

Zum Gegenvorschlag der parlamentarischen Initiative: Der Gegenvorschlag ist eine Gratwanderung mit Absturzgefahr. Der Bundesrat hat es ja zuerst abgelehnt, einen Gegenvorschlag auszuarbeiten. Wir haben dann einen Gegenvorschlag gemacht, und der Bundesrat hat sich diesem Gegenvorschlag angeschlossen. Das ist eigentlich eine Bestärkung

der Kommissionsarbeit durch den Bundesrat. Aber ich gebe zu, dass wir uns in einem schwierigen Gebiet bewegen; wir müssen «justieren», damit die ganze Geschichte nicht abstürzt.

Das BFE und andere Organisationen haben in den letzten Jahren in breiten Studien, Expertisen und Arbeitspapieren die Elektrizitätsversorgung der Schweiz im Zeitraum bis 2035 aufgezeigt. Es wird weitgehend übereinstimmend eine Stromversorgungslücke prognostiziert und dargelegt, dass für eine langfristige «sichere, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung» unseres Landes – das steht in Artikel 89 der Bundesverfassung – alle sich bietenden Quellen auszuschöpfen sind, dass aber die Wasserkraft, diese vor allem und in erster Priorität, und die Kernenergie die Hauptpfeiler der Stromversorgung bleiben müssen.

Der von der UREK-SR mit der parlamentarischen Initiative angestrebte ausgewogene Kompromiss zwischen Schutz und Nutzung – das ist der entscheidende strategische Ansatz: Schutz und Nutzung der Gewässer – ist im Gegenentwurf nach meiner Auffassung noch nicht optimal gelungen. Die Interessen der Wassernutzung müssen angemessen gewichtet werden, namentlich das energiepolitische Ziel der Wasserkraftnutzung für eine zusätzliche Produktion von 2000 Gigawattstunden bis 2030, das wir beim Stromversorgungsgesetz vor zwei Jahren hier in diesem Saal beschlossen haben. Die Erreichung dieses Ziels wird natürlich weder mit der Initiative noch mit dem Gegenvorschlag gefördert oder zu erreichen versucht. Das Ziel wird nicht oder zu wenig respektiert.

Der vom UVEK im Februar 2008 zur Umsetzung des Energiegesetzes vorgestellte Aktionsplan «Erneuerbare Energien» sieht eine Optimierung des Gewässerschutzgesetzes für den Ausbau der Wasserkraftnutzung vor, mit dem Ziel, die noch vorhandenen Potenziale der Wasserkraft nachhaltig zu nutzen. Aus einer differenzierten Regelung bei den Ausnahmen von den Mindestrestwassermengen sollen massgeschneiderte Lösungen für die einzelnen Wasserkraftwerke resultieren. Das steht explizit in diesen Berichten, in diesen Aktionsplänen.

Im März 2008 hat das UVEK die vom Bundesrat in Auftrag gegebene «Strategie Wasserkraftnutzung Schweiz» veröffentlicht. In diesem Bericht wird festgehalten, dass die Diskussionen um die Energiezukunft der Schweiz die Aufmerksamkeit wieder stärker auf die Wasserkraft als grössten Träger erneuerbarer inländischer und damit von Rohstoffimporten unabhängiger Energie richten werden. Je stärker die Wasserkraft genutzt wird, umso weniger braucht es andere, mit Problemen und Unsicherheiten behaftete Energieträger. Das ist dort ebenfalls zusammenfassend festgehalten.

Ich muss hier und heute feststellen, dass der Gegenentwurf zur Volksinitiative «Lebendiges Wasser» weder die Anliegen des Aktionsplanes «Erneuerbare Energien» noch die «Strategie Wasserkraftnutzung Schweiz» ausreichend – ich sage nicht «nicht», sondern «nicht ausreichend» – aufnimmt. Die Erfüllung des Hauptanliegens für die Gesetzesrevision, die Abwägung der Interessen von Schutz und Nutzung der Gewässer, ist mit dem Gegenentwurf nicht oder zu wenig gewährleistet.

Fazit: Die Rahmenbedingungen, welche den weiteren Ausbau der Wasserkraftnutzung im Inland ermöglichen, sind so zu gestalten, dass dem Grundsatz der Ausgewogenheit von Schutz und Nutzung der Gewässer dezidiert die notwendige Beachtung geschenkt wird.

Alt Bundesrat Willi Ritschard selig, ein Vorgänger von Herrn Bundesrat Leuenberger, hat in einer Energiedebatte in diesem Saal einmal gesagt, man müsse die Dinge so nehmen, wie sie kämen, aber man müsse dafür sorgen, dass sie so kämen, wie man sie haben möchte. Wenn wir dafür sorgen wollen, dass die Dinge so kommen, wie wir sie haben möchten, müssen wir die Initiative zur Ablehnung empfehlen und den Gegenvorschlag in Bezug auf ein ausgewogenes Verhältnis von Schutz und Nutzung optimieren, damit er schliesslich eben auch Artikel 89 der Bundesverfassung entspricht.



Cramer Robert (G, GE): Au début de ce débat, je tiens tout d'abord à saluer l'initiative populaire qui a été déposée, en raison de sa qualité et des principes dont elle s'inspire puisque, à vrai dire, en la lisant j'ai retrouvé beaucoup de traits de la législation en vigueur dans le canton de Genève.

Les trois grands principes sur lesquels repose l'initiative populaire – la volonté d'avoir une politique de renaturation des cours d'eau dans ce pays, celle de mettre à la disposition de cette politique un fonds de renaturation des cours d'eau et l'instauration d'un droit de recours en faveur des organisations, et notamment des organisations se vouant à la protection de l'environnement et des organisations de pêcheurs – se retrouvent en effet dans la législation cantonale genevoise. Celle-ci est entrée en vigueur il y a un petit peu plus de dix ans. Nous avons voulu l'appliquer de façon volontariste. C'est dire qu'aujourd'hui, à Genève, l'essentiel du programme de renaturation des cours d'eau est soit réalisé, soit engagé.

Cette vaste expérience cantonale permet non seulement d'affirmer que les principes sur lesquels repose l'initiative populaire sont totalement applicables, mais également de faire part d'un certain nombre de nos expériences.

Tout d'abord, j'aborde ce qui concerne le droit de recours. Pour beaucoup le droit de recours des associations fait un peu figure de croquemitaine, mais celui-ci est beaucoup moins dangereux et redoutable que l'on peut l'imaginer. Et pourtant! Et pourtant, à Genève, le droit de recours des associations est extrêmement large, puisque non seulement les associations d'importance nationale ont la possibilité de recourir, mais également les associations d'importance cantonale. Cela signifie très concrètement que la quinzaine d'associations de pêcheurs que connaît notre canton, que les dizaines d'associations de quartier qui pourraient se sentir concernées par tel ou tel aménagement ainsi que, bien sûr, les particuliers ont le droit de recourir contre les décisions cantonales.

A cela s'ajoute que Genève est un des cantons suisses qui a la plus grande densité d'avocats au kilomètre carré – nous devons bien en avoir à peu près 1500 actuellement –, cela multiplie et potentialise le droit de recours qui est offert. De plus, on le sait, par leur caractère, les Genevois n'hésitent pas à faire valoir leurs droits. On l'a encore vu aujourd'hui dans la presse à propos d'une décision au sujet d'un règlement du Conseil d'Etat genevois relatif à l'interdiction de fumer dans les lieux publics.

En une dizaine d'années, alors même que nous avons très largement engagé notre programme de renaturation, figurez-vous qu'il n'y a pas eu un seul recours qui a été déposé contre un seul objet de renaturation. Au fond, c'est assez logique, parce que, lorsque l'on met en place un tel programme, d'une part on le met en place avec les personnes concernées, les personnes qui s'intéressent à ces questions, et d'autre part les pêcheurs ne souhaitent pas faire des procédures, mais voir aboutir le plus rapidement possible les projets. Donc, je crois que cette crainte que l'on a tout le temps à l'égard du droit de recours des associations, et particulièrement dans ce domaine, est infondée.

Cet aspect mis à part, ce que nous avons découvert en mettant en oeuvre le programme de renaturation, c'est qu'en réalité la renaturation des cours d'eau a trois enjeux. Le premier est très clairement un enjeu d'assainissement. La renaturation des cours d'eau est complémentaire à tout le programme d'assainissement des eaux dans notre pays, aux stations d'épuration des eaux, aux collecteurs, dans la mesure où elle permet d'augmenter la qualité autoépuratrice des cours d'eau. Il y a donc un enjeu de qualité des eaux dans la mesure où il s'agit de donner des biotopes adéquats à la faune piscicole.

Le deuxième enjeu, qui saute aux yeux, c'est l'enjeu nature, c'est la volonté de recréer des conditions de vie adéquates pour la flore, pour la faune. Mais outre cet enjeu nature, cet enjeu biologique, on voit aussi qu'il y a dans le même temps un enjeu paysager, le fait de renaturer les cours d'eau, c'est en même temps créer des lieux de promenade, c'est en même temps réhabiliter des paysages.

Le troisième enjeu – auquel on n'était à vrai dire pas très sensible il y a une dizaine d'année, mais qui est de plus en plus important et qui s'avère être aujourd'hui la dimension essentielle des programmes de renaturation des cours d'eau – concerne l'aspect sécurité. Et cet aspect sécurité devient important à deux égards.

Tout d'abord, parce que les installations de protection des personnes et des biens contre les crues sont actuellement vieillissantes. Ces installations ont été largement construites il y a une centaine d'années et l'on sait que nous arrivons maintenant dans une période où elles devront être renouvelées et où nous allons être confrontés à des programmes qui, à l'échelle du pays, vont se compter, si l'on tient compte de toute la prévention contre les dangers naturels, certainement en milliards, si ce n'est en dizaines de milliards de francs. Je pense ici notamment aux régions alpines. Et puis, le deuxième aspect concernant la sécurité, celui-ci est bien sûr lié au réchauffement climatique, qui commence à faire sentir ses effets et qui se traduit par des inondations de plus en plus importantes et de plus en plus fréquentes. Chacun a encore à l'esprit l'image de ces grandes inondations qui se sont produites ces dernières années dans notre pays.

Par rapport à ces questions de sécurité, il s'avère que la façon la plus efficace et aussi la meilleur marché de préserver les personnes et les biens contre les inondations, n'est pas de faire des endiguements supplémentaires, mais bien de donner plus de place aux cours d'eau. Et ces actions sont étonnamment également meilleur marché dans un canton fortement urbanisé comme Genève. Lorsque l'on élargit un cours d'eau, cela se fait bien sûr très largement dans des zones non constructibles, en zone agricole, mais cela se fait également en zone constructible. Nous avons élargi des cours d'eau tant en zone industrielle, où on a démantelé certaines installations industrielles anciennes, qu'en zone de villas, où l'on a pris quelques parcelles de terrain pour donner un peu plus de place aux cours d'eau. Nous avons donc dû travailler avec du terrain très cher. Il n'en demeure pas moins que ces réalisations sont globalement moins coûteuses que de nouvelles constructions. Donc, cet aspect de sécurité est extrêmement important.

J'en viens à la question des coûts qui amène à considérer que les investissements que l'on fait dans la renaturation des cours d'eau sont des investissements complémentaires à toute une série d'investissements qui se font actuellement et de toute façon. Les électriciens qui reçoivent l'autorisation de construire un barrage l'obtiennent par le biais d'une concession. Dans le cadre de cette concession, ils doivent s'engager à prendre un certain nombre de mesures pour préserver le passage de la faune aquatique. Ils doivent construire par exemple des échelles à poissons et prendre un certain nombre de mesures pour préserver le cours d'eau.

Dans le même temps, en ce qui concerne la qualité des eaux, un programme extrêmement important de construction de stations d'épuration des eaux a été réalisé dans notre pays. Il en va de même pour la construction de collecteurs et de réseaux séparatifs. Si l'on voit quelle est l'ampleur des coûts engendrés par ces programmes d'assainissement des eaux, on se rend compte que la renaturation des cours d'eau en elle-même – c'est-à-dire l'intervention sur les cours d'eau – ne représente que 10 à 15 pour cent de ce programme. C'est en tout cas notre expérience de canton urbain. Cela coûte infiniment moins cher que de construire des stations d'épuration des eaux ou des collecteurs. Bien sûr, c'est complémentaire à ce programme, mais cela relativise un petit peu les chiffres.

Alors que nous avions imaginé dans un premier temps que notre programme cantonal entraînerait des dépenses de l'ordre de 800 millions de francs, nous arrivons à la conclusion qu'avec une centaine de millions de francs, ce programme pourra être réalisé. Cette somme d'argent est relativement importante; elle doit surtout s'inscrire dans la durée. Il est essentiel – et sur ce point l'initiative dit juste en prévoyant qu'il faut constituer des fonds pour cela – que les financements soient pérennisés. Le Grand Conseil genevois, una-



nime sur cette question, a voulu pérenniser ces financements en prévoyant que la redevance sur l'utilisation des forces hydrauliques doit être versée dans un fonds qui sera utilisé pour renaturer les cours d'eau. Cette solution n'est assurément pas applicable dans tous les cantons.

Mais ce qui doit dans tous les cas être prévu, c'est une forme de pérennisation des sommes d'argent nécessaires pour la renaturation des cours d'eau parce qu'il est indispensable que ces ouvrages puissent s'inscrire dans la durée. Il est tout de même à remarquer que ce sont des réalisations qui sont suffisamment appréciées de la population pour que l'on puisse également trouver quelques fonds qui proviennent de privés. C'est ainsi que nous avons des fondations qui, aujourd'hui, participent à l'effort de renaturation des cours d'eau, parce qu'il y a un agrément à créer de nouveaux chemins ombragés, de nouvelles pistes cyclables, et que cela est une cause extrêmement populaire, qui peut être soutenue par d'autres sources de financement que celles affectées strictement à la renaturation des cours d'eau.

C'est dire que, pour ma part, je considère que l'initiative populaire, pour autant que l'on soit un peu de bonne volonté, est tout à fait applicable et je la soutiens. Cela ne m'empêche pas, dans le même temps, de soutenir le contre-projet indirect qui a été élaboré par la commission à la suite de travaux auxquels nous avons tous participé très activement. Je soutiens ce contre-projet, parce qu'il a pour avantage de nous présenter immédiatement une législation d'application. Assurément, celle-ci va beaucoup moins loin que l'initiative. Les questions en relation avec le droit de recours des associations ne sont pas traitées. Sur un certain nombre de points, le contre-projet est très clairement moins ambitieux que ce qui a été postulé par l'initiative populaire, mais il présente l'avantage de prévoir une législation immédiatement applicable et susceptible de réunir un large consensus.

Pour ma part, je relèverai que le contre-projet contient un compromis extrêmement fort, qui a été trouvé et qui est très délicat puisque, dans le cadre d'une législation édictée pour favoriser la renaturation des cours d'eau, on en profite pour augmenter les débits résiduels. En d'autres termes, on inscrit dans une législation pour renaturer les cours d'eau la possibilité de les dégrader. C'est là la forme de compromis qui a été trouvé de façon à ce que les opérations de renaturation ne nuisent pas à la production d'électricité dans notre pays, puisque à des contraintes d'un côté correspondent des assouplissements de l'autre. Ce compromis, je dois le dire, est extrêmement délicat. Je m'y suis rallié en commission, parce que l'on sait bien que lorsque l'on trouve un compromis, on ne peut pas obtenir exactement tout ce que l'on souhaiterait.

C'est en ce sens que, pour ma part, je soutiendrai l'initiative populaire et le contre-projet indirect.

Imoberdorf René (CEg, VS): Zuerst möchte ich meine Interessenbindung darlegen: Ich bin Verwaltungsrat der Enalpin AG. Unser Kommissionspräsident hat die Vorlage im Detail vorgestellt; ich möchte mich auf ein paar allgemeine Bemerkungen beschränken.

Aufgrund des heutigen Zustandes der Gewässer besteht ein gewisser Handlungsbedarf. Diese Defizite können aber aus meiner Sicht zum grossen Teil im Rahmen der geltenden Gesetze behoben werden. Das sehen aber die Initianten und Initiantinnen der Volksinitiative «Lebendiges Wasser» etwas anders. Mit dem Begehr von der Initianten wird zwar dem Gewässerschutz Genüge getan, dies aber unter weitgehender Ausblendung der bestehenden sinnvollen Nutzung.

Die Initiative ist zu einseitig ausgestaltet, dies insbesondere – wie ich schon gesagt habe –, weil sie die Interessen der Wassernutzung zu wenig gewichtet. Sie ist auch zu kostenintensiv, und der Vollzug würde in gewissen Punkten äusserst schwierig.

Mit dem nun vorliegenden Gegenvorschlag werden unter Berücksichtigung von berechtigten Schutz- und Nutzungsinteressen ausgewogene Lösungen für die Probleme im Bereich Gewässerschutz gefunden. Dass die Vorlage die Ba-

lance zwischen Schutz und Nutzung so schlecht nicht gefunden hat, beweist die deutliche Mehrheit, die sich mit dem Gegenentwurf im Rahmen der breitabgestützten Vernehmlassung einverstanden erklärt hat.

In den Bereichen Revitalisierung der Gewässer, Verhinderung der negativen Auswirkungen von Schwall und Sunk und der Reaktivierung des Geschiebehaushaltes kommt der Gegenvorschlag den Initianten der Volksinitiative weitgehend entgegen. Im Gegenzug sieht die parlamentarische Initiative eine moderate – eine moderate – Lockerung der Restwasserbestimmungen vor. Diese Lockerung ist mehr als berechtigt, weil sie erstens die ökologischen Funktionen der Gewässer nicht schwerwiegend beeinträchtigt und zweitens die Produktion der elektrischen Energie aus Wasserkraft erhöht. In diesem Zusammenhang möchte ich auch wie die Voredner daran erinnern, dass die eidgenössischen Räte mit der Revision des Energiegesetzes ein ehrgeiziges Ausbauziel für die erneuerbaren Energien beschlossen haben. Ihre Stromproduktion soll bis 2030 um mindestens – mindestens! – 5400 Gigawattstunden gesteigert werden, wobei alleine die Wasserkraft als wirtschaftlichste aller einheimischen erneuerbaren Energien mit 2000 Gigawattstunden mehr als ein Drittel an die Erreichung dieses Ziels beizutragen hat.

Die Einhaltung von ausreichenden Restwassermengen und die Problematik von Schwall und Sunk sind heute alseits anerkannt. Gerade unter dem Eindruck der ganzen Energiediskussion haben sich aber Massnahmen in diesem Bereich nicht ausschliesslich am Schutz, sondern gleichermassen an den Nutzungsinteressen zu orientieren. Die Wasserkraft verfügt über wichtige Vorteile: Sie ist regenerierbar, sie ist grosstechnisch nutzbar, sie ist jederzeit abrufbar, und sie ist billig. Dank einem hohen Anteil günstiger Eigenproduktion in Form von Beteiligungen an Wasserkraftwerken können es sich z. B. die Elektrizitätswerke der Stadt Zürich leisten, 2009 die Stromtarife stabil zu halten und einen hohen Rabatt auszuschütten.

Abschliessend noch einmal: Der Gegenvorschlag der UREK-SR kommt den Initianten der Volksinitiative «Lebendiges Wasser» weitgehend entgegen, und bei den Stellungnahmen stellt man einen grossen Konsens fest. Weitere Einschränkungen der erneuerbaren Wasserkraft wären ange-sichts der Energieproblematik nicht mehr verantwortbar, und wir stünden im Widerspruch zu den ehrgeizigen Zielen des Energiegesetzes zur Steigerung der Stromproduktion aus Wasserkraft bis 2030.

Ich möchte Ihnen den Gegenvorschlag der Kommission empfehlen.

Forster-Vannini Erika (RL, SG): Seit einiger Zeit ist bei den Verantwortlichen auf allen Stufen die Einsicht gewachsen, dass die Wassermassen nur im Normalfall mit schweren Betonkorsetts gebändigt werden können. Erfolgreicher Hochwasserschutz gibt den Gewässern wieder mehr natürlichen Raum. Tatsache ist leider, dass sich trotz dieser Einsicht – und da liegt eigentlich das Problem – einzelne Kantone viel zu viel Zeit gegeben haben; dies ohne effektive Folgen, da das geltende Gesetz keine Pflicht zur Renaturierung enthält. Sie kommt nur im Fall neuer Eingriffe beim Hochwasserschutz, z. B. im Rahmen der technischen Sanierung, zur Anwendung.

Das Gewässerschutzgesetz von 1992 sieht weiter vor, dass in den Fließgewässern auch nach der Nutzung der Wasserkraft die Restwassermengen gross genug sein müssen, damit sie ihre verschiedenen Funktionen erfüllen können. Im Gesetz wurden auch mögliche Ausnahmen vorgesehen. Diese werden nun von einigen Kantonen sehr weidlich genutzt, weshalb längst nicht alle betroffenen Flussabschnitte fristgerecht saniert werden können.

Die Zwischenbilanz der Wasserforschungsanstalt Eawag – ich darf dort seit zwei Jahren im Beirat Einsatz nehmen – zum Stand des Vollzugs der Restwasservorschriften ist in dieser Beziehung wenig erfreulich. Obwohl die künstlichen Abflusschwankungen von Schwall und Sunk zu den grössten Eingriffen in unseren Gewässern gehören, sind die



geltenden Vorschriften der Bundesgesetze über die Fischerei und die Nutzbarmachung der Wasserkräfte bezüglich Schwall und Sunk zu wenig konkret.

Mögliche Massnahmen zur Linderung der schädlichen Einwirkungen, so Ausgleichsbecken und Schwallrinnen, sind bekannt. Viele dieser Massnahmen würden die Nutzung der Gewässer nur geringfügig oder gar nicht einschränken. Trotzdem wurden bisher kaum Massnahmen ergriffen. All dies wäre wohl für viele Bürgerinnen und Bürger Grund genug gewesen, der Initiative zuzustimmen, obwohl sie – auch ich möchte dies hier feststellen – extreme Forderungen enthält, die die Nutzung der Wasserkraft und damit die CO₂-freie Stromproduktion einschränken würden. Es war deshalb naheliegend, dass sich in der Kommission die Frage eines indirekten Gegenvorschlags gestellt hat. Ich bin dankbar, dass wir uns damit eingehend befasst haben und nun auch eine, wie ich meine, ausgewogene Lösung vorstellen können.

Wichtig ist auch mir, dass wir – das haben bereits einige Voredner gesagt – bei der Beurteilung dieses Gegenvorschlags das Energiegesetz nicht aus den Augen verlieren. Wir haben uns ja zum Ziel gesetzt, die erneuerbaren Energien zu fördern. Konkret geht es auch um die vermehrte Nutzung der Wasserkraft. Die Kunst bestand nun darin, die beiden Gesetze aufeinander abzustimmen, sodass die Ziele des ENG nicht gewissermassen durch die Hintertür dieses Gegenvorschlags wieder ausgehebelt würden. Ich habe hier eine etwas andere Meinung als Herr Kollege Büttiker. Ich bin der Meinung, dass es uns mit dem nun vorliegenden Entwurf gelungen ist, diese beiden Gesetze aufeinander abzustimmen. Die Forderung nach einer intelligenten Nutzung gilt auch für den Bereich der Restwasserbestimmung. Eine Flexibilisierung der Restwasserbestimmung kommt für mich nur bei Gewässerabschnitten mit geringem ökologischem Potenzial und unter Berücksichtigung des natürlichen Wasserkreislaufes infrage.

Ich bin bereit, bei den Mindestrestwassermengen eine weitere Flexibilisierung im Sinne von vertretbaren Ausnahmemöglichkeiten ins Auge zu fassen und geringfügige Korrekturen vorzunehmen. Ich bin aber nicht bereit, die Grenzen bei den Mindestrestwassermengen neu abzuwagen. Die Verfassung schreibt dem Bund bekanntlich vor, dass er für angemessene Restwassermengen zu sorgen hat. Deshalb kann auch die Restwassermenge in einer Gesamtinteressenabwägung nicht beliebig tief angesetzt werden. Die Ziele, den Zustand unserer Gewässer weiter und gezielter zu verbessern, müssen aber auch die Möglichkeit der öffentlichen Hand berücksichtigen, Boden für die Sicherstellung ausreichender Gewässerräume zu beschaffen. So ist dem Zustand Rechnung zu tragen, dass es in einzelnen Kantonen äusserst schwierig bis unmöglich geworden ist, Landwirtschaftsboden für die Umsetzung der vorgesehenen Massnahmen zu erwerben. Dafür ist nicht zuletzt das restriktive bäuerliche Bodenrecht zu einem grossen Teil verantwortlich. So moniert unter anderem der Kanton St. Gallen in seiner Vernehmlassungsantwort, dass Enteignungen in der Regel einfacher durchzusetzen sind als der Erwerb des benötigten Bodens über komplizierte Landumlegungsverfahren mit zahlreichen Beteiligten. Deshalb gilt es auch hier bei der Umsetzung, auf gewisse Gegebenheiten Rücksicht zu nehmen.

Alles in allem bin ich der Meinung, dass wir mit dem indirekten Gegenvorschlag den Anliegen Nutzung und Schutz der Gewässer ausgewogen Rechnung tragen. Das konnten wir nur tun, indem alle Kommissionsmitglieder bemüht waren, eine Ausgewogenheit mitzutragen und das Ganze nicht durch Extremlösungen zu gefährden. Ich hoffe und bin guten Mutes, dass das auch in unserem Rat so geschehen wird. In diesem Sinn bitte auch ich Sie, auf die Vorlage einzutreten.

Inderkum Hansheiri (CEg, UR): In seiner Abschiedsvorlesung vom 22. November 2007 hat sich der bekannte Umweltschutzrechts-Experte, Professor Heribert Rausch von der Universität Zürich, mit dem Thema «Volksinitiativen als Motor der Gesetzgebung» befasst. Das mag auf den ersten

Blick erstaunen, wurden doch seit dem Jahr 1891, dem Jahr der Einführung der Volksinitiative auf Teilrevision der Bundesverfassung, von insgesamt 165 zur Abstimmung gelangenden Volksinitiativen nur gerade einmal 15 angenommen. Die Tatsache aber, dass Volksinitiativen häufig direkte Gegenvorschläge gegenübergestellt werden, die dann auch angenommen werden, sowie auch der Umstand, dass angehiebts von Volksinitiativen nicht selten indirekte Gegenvorschläge, zumeist auf Gesetzesstufe, erarbeitet werden, rechtfertigt in der Tat die Aussage von Professor Heribert Rausch.

Wenn es daher gelingt, diese Vorlage salva rerum substantia, also unter Wahrung ihrer Substanz, durch unseren Rat und dann auch durch den Nationalrat zu bringen, dann können die Initiantinnen und Initianten mit Fug und Recht für sich in Anspruch nehmen, dass sie die Gesetzgebung in einem wichtigen Bereich vorangetrieben haben, und sie können und sollen auch getrost die Initiative zurückziehen. Damit habe ich auch zum Ausdruck gebracht, dass ich es als richtig erachte, dass wir dieser Volksinitiative einen indirekten Gegenvorschlag gegenüberstellen, denn die Volksinitiative beschlägt zweifelsohne Anliegen, welche von weiten Teilen der Bevölkerung geteilt werden.

Jetzt aber stellt sich – das wurde von vielen Kolleginnen und Kollegen schon angesprochen – die grundsätzliche Frage, ob der indirekte Gegenvorschlag inhaltlich so ausgestaltet ist, dass der Schutz- und der Nutzungsgedanke, also mit anderen Worten, dass Schutz und Nutzung der Gewässer in einem ausgewogenen Verhältnis zueinander stehen.

Um es vorwegzunehmen: Auch ich stehe zu dieser Vorlage, wie sie von der Kommission dem Rat einstimmig unterbreitet wird. Ich erachte es als gut, dass die Kommission mit einer Stimme spricht, denn der Grat ist ohne Zweifel schmal. Die Gefahr, dass andernfalls die Vorlage Schiffbruch erleiden könnte, ist nicht zu unterschätzen.

Trotzdem: Wenn ich das Protokoll der Anhörungen nochmals durchsehe und auch die Vernehmlassungsantworten nicht nur nach quantitativen, sondern insbesondere auch nach qualitativen Gesichtspunkten sichte, dann kann ich nicht umhin festzustellen, dass man – auch das wurde schon von einzelnen Votantinnen und Votanten gesagt – den Initianten doch sehr weit entgegengekommen ist. Die Hauptanliegen der Initiative sind ohne Zweifel die Revitalisierung, die Verminderung der schädlichen Einwirkungen durch Schwall und Sunk und die Reaktivierung des Geschiebehaushaltes. Diese Forderungen werden ja durch den indirekten Gegenvorschlag ausnahmslos erfüllt. Das Antrags- und Beschwerderecht der direkt berührten Organisationen, welches in der Initiative ebenfalls enthalten ist, ist offensichtlich weit über das Ziel hinausschissend und ist deshalb meines Erachtens nicht gegenvorschlagswürdig.

Die kleine Korrektur, die wir im Rahmen des indirekten Gegenvorschlages bei den Restwassermengen machen, ist – Herr Kollege Imoberdorf hat es bereits erwähnt – durchaus verantwortbar und dies auch in den Augen von Fachleuten. Heute ist viel die Rede von der Erhöhung der Strompreise – das Thema wird unseren Rat im Rahmen des Vorstosses von Kollege Stähelin heute auch noch beschäftigen. Wir wissen, dass im Bereich der Energiepolitik nach wie vor eine Polarisierung im Zusammenhang mit der Kernenergie besteht; dafür ist die Übereinstimmung betreffend die Wasserkraft umso grösser.

Und darum möchte auch ich auf das quantitative Ausbauziel, das wir im Rahmen der Erarbeitung des Stromversorgungsgesetzes im Energiegesetz eingebaut haben, hingewiesen haben. Im Zusammenhang mit der Vorlage möchte ich sodann auch auf die Artikel 39a und 43a hinweisen, wo bei den Massnahmen die energiepolitischen Ziele zur Förderung der erneuerbaren Energien ebenfalls zu beachten sind; damit wird eben ausdrücklich der Bezug zum Energiegesetz gemacht. Auch wenn diese Kriterien jeweils erst am Schluss aufgeführt sind, bedeutet dies natürlich nicht eine Abwertung dieses Kriteriums gegenüber den anderen Kriterien.

Ein weiterer Gedanke: Ich bin sehr froh, dass wir bei Artikel 15abis Energiegesetz auch den Schutz der wohlerwor-



benen Rechte gewahrt haben. Ich werde dann bei der Detailberatung noch auf diesen Bereich zurückkommen. Ich möchte Ihnen ebenfalls beantragen, wie es die Kommission einstimmig tut, diesem indirekten Gegenvorschlag zuzustimmen.

Diener Verena (CEg, ZH): Unsere heutige Vorlage hat eigentlich schon eine recht lange Vorgeschichte. Ich erinnere Sie an den 17. Mai 1992: Vor 16 Jahren haben mehr als 66 Prozent der Stimmbürgerinnen und Stimmbürger die Revision des Gewässerschutzgesetzes unterstützt. Das war ja ein ganz klarer Auftrag an die Politik, den Gewässern den notwendigen Schutz zu geben. Heute, 16 Jahre später, müssen eigentlich alle feststellen, und das hat auch der Bundesrat gemacht, dass das gesetzte Ziel bei Weitem nicht erreicht worden ist.

Das ist der Grund, warum der Schweizerische Fischereiverband die Volksinitiative «Lebendiges Wasser» lanciert hat, auch genügend Unterschriften gesammelt und dann eingereicht hat. Eigentlich hat diese Initiative zum Zweck, den Vollzug zu beschleunigen und die Missstände auch wieder einmal in unser politisches Gesichtsfeld zu stellen.

Der Bundesrat hat dann in seiner Botschaft diese Initiative abgelehnt und gleichzeitig auf einen Gegenvorschlag verzichtet mit der Begründung, dass die bestehende Gesetzgebung ausreichen würde, um die Missstände zu beheben. Damit hat er auch aufgezeigt, dass der politische Wille für die Umsetzung der Gesetzesgrundlage doch, um es noch nett auszudrücken, mangelhaft oder nicht ausreichend ist.

Wir haben dann in der UREK darüber gesprochen, ob wir den Weg des Bundesrates gehen wollen oder nicht. Es war recht schnell klar, dass es auf diese Volksinitiative, die inhaltlich auch von der UREK als zu weitgehend beurteilt wurde, eine andere politische Antwort geben muss, dass eine politische Antwort nötig ist, die auch dem Gewässerschutz die Unterstützung gibt, die notwendig ist. Es braucht eine eindeutige Beschleunigung, und das ist letztendlich auch der Inhalt des indirekten Gegenvorschlags.

Es war eine sehr anspruchsvolle Arbeit. Das Ziel war ja, eine Vorlage zu haben, die konsensfähig ist. Das bedeutete auch, dass sich alle ein Stück weit, einen Schritt, entgegenkommen mussten. Das Ziel war ja auch – und wir haben dieses Ziel erreicht –, keine divergierenden Ansichten mehr hier in den Rat zu tragen. Das Ziel war, so lange miteinander im Gespräch zu bleiben, bis wir uns bei einem gemeinsamen Nenner finden würden. Und das ist uns nach mehreren Sitzungen auch gelungen. Ich denke, dass alle, die in dieser Kommission mitarbeiten, auch schmerzliche Abstriche machen mussten.

Mich persönlich schmerzt die Lockerung der Bestimmung zur Restwassermenge am meisten. Ich denke – und das hat sich auch im Rahmen der Vernehmlassung gezeigt –, dass das sehr umstritten ist und es alle umweltschützenden Kräfte natürlich auch stark herausfordert, diese Kröte oder diesen toten Fisch, sage ich mal, zu schlucken. Wenn ich nur schon in unserem Kanton schaue – und ich denke, in anderen Kantonen ist es ähnlich –: Bei uns im Kanton Zürich haben 46 Prozent der Gewässerstrecken Bedarf nach einer Revitalisierung, d. h., dass fast die Hälfte der Gewässerstrecken heute einen ökologisch unbefriedigenden Zustand haben. Die Folge davon ist, dass in der Gruppe der wassergebundenen Tiere die am stärksten gefährdeten Arten der Schweiz sind. Ich erinnere Sie an die rote Liste der gefährdeten Arten der Schweiz: 31 von 52 heimischen Fischarten sind gefährdet, und 8 Fischarten sind schon ausgestorben. Wenn ich das in den Kontext unseres heutigen Gegenvorschlags stelle, dann muss ich sagen, dass er sehr moderat ist. Ich erinnere Sie daran, dass die Umsetzungsfrist für unseren indirekten Gegenvorschlag einen Zeitraum von achtzig – achtzig! – Jahren bestreicht; das sind drei Generationen.

Und dann werden wir erst einen Viertel der verbesserungswürdigen Gewässer revitalisiert haben. Dieser indirekte Gegenvorschlag – es ist mir wichtig, das zu betonen – ist für die ökologischen Anliegen ein wichtiger Schritt, aber er ist bei

weitem nicht spektakulär und auch nicht extrem ehrgeizig. Trotzdem stehe ich hinter dem indirekten Gegenvorschlag; ich werde das kurz begründen:

Gut ist am Gegenvorschlag aus meiner Optik, dass nun auch vorab ökologisch motivierte Revitalisierungen durchgeführt werden. Das war bisher nur vereinzelt der Fall. Bisher war die Motivation die, z. B. bei Nationalstrassenbauten Ausgleichsmassnahmen durchzuführen, die dann auch noch zu einer ökologischen Aufwertung führten, oder die Kombination mit dem Hochwasserschutz. Neu werden Gewässer also integral im Sinne der Nachhaltigkeit aufzuwerten sein, das ist ein wichtiges Element dieses Gegenvorschlages.

Ebenfalls sehr positiv scheint mir die Regelung des Raumbedarfs, der zur Gewährleistung der natürlichen Funktionen und zum Schutz vor Hochwasser nötig ist. Bisher gelang es den Kantonen kaum, die Regelung des Raumbedarfs umzusetzen. Es ist auch nicht notwendig, dass aus der Landwirtschaft ein Aufschrei kommt, denn diese Flächen werden als ökologische Ausgleichsflächen akzeptiert, damit werden sie bezüglich der extensiven Nutzung zu Direktzahlungen führen.

Ebenfalls sehr positiv scheint mir die Rücksichtnahme auf die Stromproduktion der Wasserkraft, die – so sage ich jetzt einmal – ein Stück weit gegenläufig zu gewissen ökologischen Anliegen verläuft. Die jetzige Vorlage behindert die Umsetzung des Energiegesetzes und der Ziele, die dort gesteckt worden sind, nicht. Unser Vorschlag nimmt auch Rücksicht auf die Fähigkeit der schweizerischen Speicher- und Pumpspeicherwerke, die Spitzen- und Regelenergie zur Verfügung zu stellen. Das ist für die Stabilisierung der Elektrizitätsnetze notwendig.

Wir dürfen in diesem Kontext auch nicht vergessen, dass wir beim Strom aus erneuerbaren Energien – ich denke da vor allem an die Windkraft – auch eine sehr stark schwankende Produktion haben. Die Pump- und Speicherwerke nützen mit ihren Ausgleichsfunktionen durchaus auch im Bereich der erneuerbaren Energien.

In der Interessenabwägung Nutzen/Schutz ist bei den Umweltorganisationen und beim Fischereiverband, der diese Initiative lanciert hat, noch recht grosse Überzeugungsarbeit nötig, insbesondere bei den Restwassermengen. In den Höhenlagen zwischen 1500 und 1700 Metern gibt es eben doch auch einige ökologisch wertvolle Gewässer. Ich erinnere Sie an die Albula zwischen Preda und Bergün, an den Inn im Engadin oder an die Rhone zwischen Gletsch und Oberwald. Ich denke aber auch an die Gefahr bei Artikel 32 Buchstabe bbis, wo es um die Gewässer mit geringem ökologischem Potenzial geht. Dort wird es vor allem darum gehen, keine neuen Fischwanderhindernisse zu erstellen.

Trotz dem Wermutstropfen bezüglich der Restwassermenge unterstützte ich den indirekten Gegenvorschlag. Er hat sehr viele gute Elemente. Ich denke an die Revitalisierung der Gewässer, die Verminderungen der Auswirkungen von Schwall und Sunk, an die Reaktivierung des Geschiebehaushaltes und – das dürfen wir nicht vergessen – an die gesicherte Finanzierung. Die gesicherte Finanzierung ist letztendlich eine wesentliche Voraussetzung, die erfüllt sein muss, damit uns die Umsetzung dann auch wirklich gelingt. Bis der Gegenvorschlag definitiv von beiden Kammern verabschiedet ist, werde ich persönlich die Volksinitiative allerdings nicht ablehnen. Der Druck dieser Volksinitiative wird auch den Nationalrat bei der Diskussion unseres indirekten Gegenvorschlages begleiten müssen. Ich bin aber zuversichtlich, dass der Konsens, den wir in der Kommission erarbeitet haben, auch die Basis für die nationalrätliche Diskussion sein wird.

Jenny This (V, GL): Auch ich möchte Sie selbstverständlich bitten, diese Volksinitiative abzulehnen und dem Gegenvorschlag zuzustimmen. Warum sind wir in der Mehrheit gegen diese Volksinitiative? Das ist ja nicht so selbstverständlich. Wir haben den Eindruck, dass diese Renaturierungs-Initiative nicht der richtige Weg ist, um den Zustand der Gewässer entscheidend zu verbessern. Zudem – und das muss klar festgehalten werden – würde die Annahme der Volksin-



itiativ zu einer empfindlichen Einschränkung der Nutzung der erneuerbaren Wasserkraft führen, was nicht zuletzt im Widerspruch zu den klimapolitischen Zielen steht. Kollege Büttiker hat bereits darauf hingewiesen.

Die Zusatzkosten wären auch nicht aus Pappe und würden eine Erhöhung der jährlichen Energiekosten um einen Betrag in Milliardenhöhe nach sich ziehen. Es muss auch klar darauf hingewiesen werden, dass die Forderungen der Volksinitiative mit den bestehenden gesetzlichen Grundlagen ausreichend erfüllt werden können. Für Wasserkraftwerke gilt das bei Neuanlagen, bei der Neukonzessionierung von bestehenden Anlagen wie auch bei Umbauten. «Linthal 2015» hat das in den letzten Jahren eindeutig und eindrücklich bewiesen und auch durchgespielt. Dieses Projekt wurde im besten Einvernehmen mit den Umweltverbänden durchgezogen, und es mussten weder Kröten noch tote Fische von irgendjemandem geschluckt werden. Wenn diese Initiative umgesetzt wird, vernichten wir gegen 75 Prozent der Förderziele betreffend die erneuerbaren Energien, die wir immerhin mit 300 Millionen Franken pro Jahr subventionieren. Das kann wohl kaum in unserem Sinne sein.

Warum denn nun ein Gegenvorschlag? Die Initiative ist tatsächlich nicht zu unterschätzen und könnte beim Volk ohne entsprechenden Gegenvorschlag auf grosse Sympathien stossen.

Was wollen Sie ausgetrockneten Bächen und toten Fischen gegenüberstellen? Damit ist dann tatsächlich leicht Stimmung zu machen. Gerade deshalb wurden bereits gesetzliche Grundlagen geschaffen und wurde auch dafür gesorgt, dass diese auch umgesetzt werden. Aber erklären Sie das bei einer Volksabstimmung den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern!

Mit unserem Gegenvorschlag streben wir einen Kompromiss zwischen Schutz und Nutzung der Gewässer an. Wir meinen, es sei ein tragbarer Kompromiss. Jedoch sollten die Interessen der Wassernutzung mehr gewichtet werden, als dies die Volksinitiative vorsieht. Ebenso soll das Antragsrecht der Umweltschutzorganisationen gestrichen werden. Zusätzlich müssen die rechtlichen Grundlagen geschaffen werden, um den negativen Auswirkungen von Schwall und Sunk vermehrt und besser Rechnung zu tragen.

Deshalb möchte ich Sie bitten, die Volksinitiative abzulehnen und den indirekten Gegenvorschlag anzunehmen.

Sommaruga Simonetta (S, BE): Der Gewässerschutz steht im Spannungsfeld zwischen Nutzen und Schutz. Auf der einen Seite will man die Wasserkraft ausbauen; das Parlament hat ja bei der letzten Revision des Energiegesetzes Ausbauziele festgelegt. Auf der anderen Seite ist Strom aus Wasserkraft auch wirtschaftlich attraktiv. Man kann diesen Strom relativ günstig produzieren und teuer ins Ausland verkaufen. Aus dieser Sicht ist jede Form von Gewässerschutz ein Hindernis, das man am liebsten beseitigen möchte, indem man die Bestimmungen über die Mindestrestwassermengen aufweicht oder gar beseitigt, indem man die Schwall-und-Sunk-Problematik verniedlicht oder nicht einmal anerkennt, indem man Sanierungspflichten hinausschiebt und die Fristen nicht einhält.

Wenn ich aber die konkreten Zahlen anschau, dann komme ich zum Schluss – wir haben das in der Kommission ausführlich diskutiert –, dass die Einschränkungen durch den Gewässerschutz für die Wasserwirtschaft minimal sind. 94 Prozent der Gewässer werden heute bereits genutzt, es gibt also nicht mehr so viel zu holen. Selbst wenn wir die Mindestrestwassermengen abschaffen würden, könnten wir die Stromproduktion gerade mal um etwa 1 Prozent erhöhen – mit gravierenden Folgen aber für die Ökologie. Der CO₂-Ausstoss würde etwa um 0,01 Prozent gesenkt. Das Ausbaupotenzial für die Wasserkraft liegt also nicht in der Abschaffung oder Minderung des Gewässerschutzes, sondern das Potenzial liegt in den technischen Verbesserungen und Erneuerungen der Werke und in den baulichen Massnahmen.

Vor allem aber wäre es falsch, kurzichtig und besonders teuer, wenn wir für den minimalen Ausbau der Wasserkraft

maximale Schäden in Kauf nähmen. Es wird immer noch übersehen, dass Gewässerschutz eben nicht einfach ein Hobby für Fischer und für Naturliebhaber ist, sondern dass vom Erhalt der natürlichen Funktionen der Gewässer Bevölkerung und Wirtschaft ganz zentral betroffen sind. Es geht einerseits um die Gestaltung von Landschaften, was für Erholungsräume und Tourismus wichtig ist. Es geht andererseits aber auch um die Sicherung unserer Trinkwasserversorgung, indem eben die Grundwasserreserven erneuert werden. Ich glaube, dieser Punkt ist absolut zentral, er wird aber immer wieder übersehen.

Der Gewässerschutz spielt auch für die Bewässerung eine Rolle, welche für die Landwirtschaft von zentraler Bedeutung ist. Schliesslich ist der Gewässerschutz auch ein präventiver Beitrag zum Hochwasserschutz, und das ist, wie wir wissen, immer günstiger als eigentliche Hochwasserschutzmaßnahmen und vor allem günstiger als die Behebung von Schäden durch Hochwasser, wie wir ja heute Morgen dann bei einem anderen Geschäft noch sehen werden. Der Gewässerschutz hat also nicht nur einen ökologischen, sondern auch einen wirtschaftlichen Nutzen.

Heute liegt eine Volksinitiative vor, die klare Forderungen stellt. Wenn man die Botschaft des Bundesrates liest, wird klar, dass die Initiative etwas aufnimmt, bei dem klar Handlungsbedarf besteht. Die Revitalisierungsarbeiten kommen zu langsam voran, es gibt Ausnahmen. Es gibt auch Kantone, die eine konkrete Finanzierungslösung haben, z. B. wie wir das im Kanton Bern mit dem Renaturierungsfonds kennen; diese haben vorwärtsgemacht. Bei der Problematik von Schwall und Sunk sehen wir aber, dass die Massnahmen bei Neuanlagen nur von Fall zu Fall festgelegt werden. Da besteht also Rechtsunsicherheit, der Vollzug in den Kantonen ist sehr unterschiedlich, und bei den laufenden Konzessionen fehlt eine Rechtsgrundlage für Sanierungspflichten. Kommt hinzu, dass die Bestimmungen über die Mindestrestwassermengen bei laufenden Konzessionen sehr unterschiedlich vollzogen werden; auch das ist unbefriedigend. Handeln ist umso dringender, weil die Folgen der Klimaerwärmung das Versäumte noch verschärfen, indem die Wasserführung im Sommer und im Herbst zum Teil noch zusätzlich abnehmen wird.

Die Anliegen, die die Initiative jetzt vorträgt, können aber auch ohne eine Verfassungsänderung aufgenommen und durchgesetzt werden. Deshalb finde ich es richtig, und ich habe das auch unterstützt, dass wir in der UREK versucht haben, einen indirekten Gegenvorschlag auszuarbeiten. Das hatte noch zusätzlich den Vorteil, dass wir auch Probleme anpacken konnten, die von der Initiative nicht aufgegriffen werden, z. B. haben Massnahmen im Gewässerschutz ja auch mit Raumbedarf zu tun und damit verbunden mit Landerwerb. Der indirekte Gegenvorschlag, der heute präsentiert wird, enthält einige Verbesserungen, die eben den Anliegen der Volksinitiative entgegenkommen, aber auch deutliche Verschlechterungen aus der Sicht des Gewässerschutzes. Dass Wasserfassungen oberhalb von 1500 Metern über Meer von der Restwasserpflicht ausgenommen werden können, ist problematisch; und zwar vor allem deshalb, weil die Erfahrungen der letzten Jahre gezeigt haben, dass jede Ausnahme, die im Gesetz als mögliche Ausnahme vorgesehen wird, sofort ausgenutzt und zur Regel gemacht wurde. Das ist ja eigentlich nicht der Sinn einer Ausnahmebestimmung. Der indirekte Gegenvorschlag schafft aber umgekehrt endlich eine Rechtsgrundlage für Massnahmen gegen Probleme im Zusammenhang mit Schwall und Sunk. Das ist positiv, auch wenn die Sanierungsfrist von zwanzig Jahren aus meiner Sicht sehr lang oder eigentlich zu lang ist. Unbestritten – das war auch in der Vernehmlassung so – waren die Massnahmen für die Renaturierung. Das ist erfreulich und auch nicht überraschend, denn Revitalisierungen von Gewässern sind sehr populär, das haben verschiedene Kantone, die eine Vorreiterrolle spielen, gezeigt. Das sind die Kantone Bern, Genf und Aargau, die auch für den Bereich des Hochwasserschutzes positive Resultate vorweisen können.

Man war sich in der Kommission auch einig, dass die Mittel für die Renaturierungen aus dem allgemeinen Bundeshaushalt stammen sollen. Die Rechtsgrundlage schaffen, das ist das eine; die notwendigen finanziellen Mittel sprechen, das ist etwas ganz anderes. Auch wenn die Einigkeit erfreulich ist, muss ich heute sagen: Das eigentliche Engagement zeigt sich dann erst im Budget. Die ersten Signale aus dem Finanzdepartement – wir haben dort gefragt, wie die Sicht des Finanzdepartementes sei – waren alles andere als ermutigend. Ich wäre deshalb froh, Herr Bundesrat, wenn Sie in Ihren Ausführungen noch einmal darauf hinweisen könnten, wie die jetzige Sicht des Bundesrates ist, nachdem er den gesamten Gegenvorschlag begutachtet hat und gesehen hat, dass wir für die Renaturierungen einen Teil neue, zusätzliche Mittel aus dem Bundeshaushalt vorgesehen haben, spricht sich der Bundesrat auch dafür aus. Wir wissen alle: Wenn Kompensationen innerhalb des Baufu erfolgen müssen, dann ist klar, dass das Geld dann in einem anderen, aber ebenso wichtigen Bereich fehlt. Es kommt hinzu, dass wir heute ja schon viel zu wenig Geld für den Hochwasserschutz haben.

Bundesrat und Parlament werden also Wort halten müssen. Wer heute für Renaturierungen stimmt, der stimmt dann auch für die entsprechenden finanziellen Mittel. Sonst ist es nichts als Augenscherei, und es wäre unfair und unredlich gegenüber den Initianten. Meines Erachtens könnten die Initianten nämlich, sofern wir mit diesem indirekten Gegenvorschlag jetzt im Parlament so durchdringen, einen Rückzug der Initiative ins Auge fassen. Ich verstehe natürlich das Zögern der Initianten, die Volksinitiative zurückzuziehen. Einerseits ist ein Anliegen, das in der Initiative vorkommt, im indirekten Gegenvorschlag nicht vorgesehen, nämlich das Antrags- und Beschwerderecht. Andererseits ist die Lockerung der Bestimmungen über die Restwassermengen das Gegenteil von dem, was die Initiative bewirken will. Und schliesslich wird zwar die gesetzliche Grundlage für die Finanzierung von Renaturierungen geschaffen, aber eben, Geld ist noch keines gesprochen.

Umgekehrt müssen aber auch die Initianten bedenken, dass unser indirekter Gegenvorschlag die verschiedenen Probleme im Gewässerschutz recht umfassend aufnimmt und dass die konkreten Massnahmen in den verschiedenen Gesetzen eine raschere Umsetzung ihrer Anliegen erlauben. Insgesamt komme ich deshalb zum Schluss, dass wir der Volksinitiative, wie sie vorliegt, eine valable Alternative entgegensetzen. Solange dieser indirekte Gegenvorschlag aber vom Parlament nicht verabschiedet ist, werde ich die Volksinitiative weiterhin unterstützen oder zumindest nicht ihre Ablehnung empfehlen.

Schweiger Rolf (RL, ZG): Es wurde mehrmals gesagt, dass die Arbeit in der Kommission darin bestand zu versuchen, die Nutzen- und die Schutzanliegen unter einen Hut zu bringen und dabei einen Kompromiss zu finden. Dieser Kompromiss ist gefunden. Mich erstaunt, dass hier im Saal nun trotzdem wieder gewisse Voten fallen, auch wenn ich selbstverständlich in keiner Art und Weise bestreite, dass es gestattet sein muss, das zu sagen. Aber es kommt jetzt wieder eine Wertung hinein, gleichsam unter dem Motto: Alle diejenigen, die unter dem Aspekt Schutz Kompromisse eingegangen sind, haben an sich nichts anderes gemacht, als etwas Gutes zu tun, als etwas Selbstverständliches zu tun, als etwas zu tun, von dem man an sich sagen muss, wie hätte man auch nur daran zweifeln können, dass sie es tun.

Ich teile eine solche Haltung in dieser Absolutheit nicht. Wenn heute Voten bezüglich Renaturierung und Schwall und Sunk fallen und auf die Vorteile der gefundenen Lösung hingewiesen wird, wird indirekt auch der Eindruck erweckt, was heute ist, sei wirklich katastrophal. Wenn ich nun in die Landschaft schaue, gefällt mir auch die heutige Schweiz. Es ist nicht so, dass sich die Schweiz gewässerschutzmässig in einer Art und Weise verhalten hat, deren man sich schämen muss. Ich bin durchaus damit einverstanden, dass etwas nie fertiggebaut ist und man durchaus noch Änderungen machen kann. Aber ich sehe nicht, wie man so tun kann, als ob

schwerste Fehler der Vergangenheit nun gleichsam zwingend behoben werden müssten.

Auf der anderen Seite standen die Interessen derjenigen, die auch einen Nutzen sehen wollen. Dieser Nutzen ist nicht nur ein selbstsüchtiger. Auch die Energieversorgung – insbesondere die Energieversorgung in einer Art und Weise, die CO₂-neutral geschieht – hat umweltpolitisch, umweltmässig eine gewisse Bedeutung. Die Auffassung, dass all das, was wir bezüglich Nutzen herauszuholen versucht haben, gleichsam des Teufels sei, teile ich nicht. Es kann nicht so sein, dass einmal beschlossene Bestimmungen bezüglich des Restwassers absolut sakrosankt sein müssen und wir nicht einmal daran denken dürfen, dass auch hieran gewisse Modifikationen vorgenommen werden können.

Es wurde auch von umweltnaher Seite gesagt, dass in kleinen Umfang an den Restwasservorgaben und Restwasserauflagen durchaus gewisse Modifikationen gemacht werden können, ohne dass dabei überhaupt ökologisch gewichtige Nachteile entstehen.

Wir haben also in diesem Sinne einen Kompromiss gefunden. Ich stehe zu diesem Kompromiss, bin aber etwas erstaunt, dass man die Kompromisseite nun doch wieder in eine gewisse Ecke zu schieben versucht. Ich versuche, und ich bin eben trotzdem Finanzpolitiker, eine ganz einfache, auch zahlenmässige Würdigung desselben zu tun, dies im Bewusstsein, dass der Gegenvorschlag nicht nur mit Zahlen gewichtet werden kann; da spielen andere Sachen auch eine Rolle. Unter dem Titel «Schutz» werden wir in den kommenden Jahren 120 Millionen Franken pro Jahr verbrauchen. Unter dem Titel «Nutzen» ist die Wertschöpfung, die durch eine minimale Lockerung der Restwasserbestimmungen erzielt wird, mit einem Betrag von ungefähr 10 bis 20 Millionen Franken quantifiziert. Sie sehen also, dass unter diesem finanziellen Aspekt seitens derjenigen, die eben dem Nutzen mehr Gewicht hätten geben wollen, grosse Kompromisse gemacht wurden. Ich zweifle daran, dass im Nationalrat die gleiche Grosszügigkeit gelten wird. Ich könnte mir vorstellen, dass der Nationalrat in einigen Punkten hier auch dem Nutzen etwas mehr Gewicht geben will, andernfalls ein Gegenvorschlag möglicherweise dann doch nicht zustande kommen würde, was ich schade fände.

Freitag Pankraz (RL, GL): Das Geschäft, wir haben es gehört, hat nicht nur, aber auch mit Wasserkraft zu tun. Ich deklariere darum meine Interessenbindungen: Auf der einen Seite war ich bis vor Kurzem Mitglied und Vertreter – einmal auch Präsident – der Regierungskonferenz der Gebirgskantone, das sind die Konzessionsgeber. Auf der anderen Seite bin ich Mitglied des Verwaltungsrates der Axpo Holding, das ist ein Konzessionsnehmer. Für mich ist das kein Spagat, sondern Brückenbau.

Ich beantrage, die Volksinitiative «Lebendiges Wasser» zur Ablehnung zu empfehlen, weil – ich will mich kurz fassen, wir haben es gehört – das Verhältnis zwischen Schutz und Nutzen nicht ausgewogen ist. Die Initiative ist schutlastig, und die Bedürfnisse des immerhin gesetzlich vorgegebenen Ausbaus der Wasserkraft sind überhaupt nicht erfüllt. Speziell stossend ist das vorgesehene Antrags- und Beschwerderecht für direkt betroffene Organisationen, also z. B. Umweltverbände. Es ist stossend, dass diesen in den gesetzlichen und politischen Abläufen ein Sonderstatus eingeräumt werden soll. Wir haben in der direkten Demokratie auf Stufe der Kantone, die ja gemäss Bundesverfassung für die Gewässer zuständig sind, genügend Mittel, um Massnahmen zu erwirken, wenn eine Mehrheit dies wirklich will.

Zum Gegenvorschlag: Renaturierungen und die ökologische Aufwertung von Gewässern unter verschiedenen Titeln und Gesichtspunkten sind grundsätzlich auch aus meiner Sicht zu begrüssen. Aber Aufwertungen sind teuer, manchmal sogar sehr teuer. Die Massnahmen kosten viel Geld; wir reden ja zu Recht auch über die Finanzierung, z. B. von Revitalisierungen oder von Massnahmen im Bereich Schwall und Sunk. Gewässeraufwertungen kosten aber teilweise auch die Landwirtschaft Land, das dann entweder überhaupt nicht mehr nutzbar ist oder zumindest nicht mehr intensiv.



Etwas, was oft vergessen geht, sind die Folgen von höheren Restwassermengen – diese wurden in diesem Rat heute auch schon angesprochen. Sie reduzieren – das ist bekannt – die Stromproduktion und damit auch die Erträge, und zwar die Erträge der Kraftwerksgesellschaften, aber auch die Erträge der Konzessionsgeber, und sie haben eben auch ökologisch eine negative Seite. Der nicht so produzierte Strom ist ja nicht einfach eingespart, sondern wird anderswo produziert und kommt möglicherweise als europäischer Strommix mit grossen Kohle- und Gasanteilen und entsprechenden CO₂-Belastungen daher. Eine ökologische Gesamtbilanz in diesem Sinn wird meines Wissens jeweils leider nicht gemacht.

Es wurde vorhin gesagt, höhere Restwassermengen führen zu minimalen Stromeinbussen. Ich erwähne einen Fall, den ich als Energiedirektor des Kantons Glarus im letzten Jahr selbst erlebt habe, nämlich die Neukonzessionierung der Kraftwerke Linth-Limmern: Da haben bei der neuen Konzession die Restwasservorschriften, verbunden mit weiteren ökologischen Auflagen, zu einer Reduktion um rund 30 Millionen Kilowattstunden geführt. Das ist mehr, als im letzten Jahr der ganze Solarenergie sektor produziert hat, und das ist auch mehr, als im letzten Jahr der ganze Windenergie sektor – immer in der Schweiz – produziert hat. Mit einer gut gelungenen Schutz- und Nutzungsplanung, im Austausch mit anderen ökologischen Massnahmen, die allerdings ziemlich oder sogar sehr viel Geld kosten, hat man dann 10 die- ser 30 Millionen Kilowattstunden gewissermaßen wiederge- wonnen.

Trotz allem bin ich angesichts der Bedeutung des Wassers und der Gewässer in diesem Land und natürlich vor allem unter dem politischen Druck der Renaturierungs-Initiative für Eintreten auf diese Vorlage gemäss parlamentarischer Initiative. In Ihrer Kommission – ich durfte als Ersatz an der letzten Sitzung teilnehmen – hat man den indirekten Gegenvorschlag als Gesamtpaket behandelt. Aus der Sicht der in der Regierungskonferenz organisierten wasserreichen Bergkantone kommt der Gegenentwurf der Initiative sehr – es wurde wörtlich gesagt: «sehr, sehr» – weit entgegen. Die Exponenten dieser Kantone stimmen der vorliegenden Fassung knur- rend und mit Skepsis zu. Sie anerkennen damit die politi- schen Realitäten, unter anderem die Tatsache, dass in der dichtbesiedelten Schweiz der wachsenden Agglomerationen die in den Bergen wohnende Bevölkerung einen immer kleineren Anteil an der Gesamtbevölkerung ausmacht.

Aus diesem Grund beharren die Bergkantone, allerdings ist das nur ein Teil der Betroffenen, darauf, dass der Bund für die Revitalisierungen – die werden ja vom Bundesrat in seiner Stellungnahme vom 19. September 2008 selbst als neue Aufgabe bezeichnet – mit durchschnittlich 65 Prozent und nicht mit maximal 65 Prozent den grössten Teil der Kosten übernimmt. Wenn man die Revitalisierungen einigermassen zügig umsetzen will, kann man die Hauptfinanzierungslast nicht auf die Kantone schieben. Die auslösende Volksinitiative ist ja nicht auf Kantonsebene entstanden, sondern auf Bundesebene.

Leuenberger Moritz, Bundesrat: Ich danke Ihnen zunächst für die Debatte, in erster Linie selbstverständlich auch für die Erarbeitung des Gegenentwurfes. Beinahe alle Rednerinnen und Redner haben unterstrichen, wie weit die Interessen in diesen Fragen auseinandergehen. Umso bemerkenswerter erscheint mir, dass es Ihrer Kommission gelungen ist, einen Gegenentwurf zu formulieren, der Schutz und Nutzen in einer politischen Art und Weise berücksichtigt, die mehrheitsfähig zu sein scheint. In Zeiten, in denen in den Medien vor allem über politische Differenzen berichtet wird, ist es umso bemerkenswerter, dass in aller Stille auch solche politische Arbeit möglich ist.

Auch der Bundesrat hat es – es war aber in der letzten Legislaturperiode – versucht. Wir haben auch lange über einen Gegenentwurf diskutiert und haben es dann aufgegeben; gerade wegen des Auseinanderklaffens von Schutz und Nutzen haben wir am Schluss gesagt: Na ja, bleiben wir beim Nein zur Initiative. Aber wir wussten schon damals, dass es

ein riskantes Spiel ist, denn es könnte bedeuten, dass die Initiative – an der, wie einige hier doch noch betont haben, nicht alle uneingeschränkte Freude haben – zu einem bösen Erwachen führt, vor allem zu einem bösen Erwachen derjenigen, die auch an der Produktion von Energie mit Wasser interessiert sind.

Sie haben es nun gewagt, sich in diese Arbeit zu stürzen. Ich möchte Ihnen dafür danken. Das Resultat ist auch in den Augen des Bundesrates sehr gut. Sie haben uns auch offiziell Gelegenheit gegeben, uns dazu zu äussern. Das haben wir getan – gut, die Frist war etwas kurz, aber es ist ja auch gut, wenn wir einmal etwas schneller arbeiten müssen. Der Bundesrat hat einige Änderungen angeregt; Sie haben auch darüber ausführlich diskutiert. Es verbleibt zwischen Ihnen und dem Bundesrat eine minimale Differenz, ein Differenzlein, das übrigens nicht einmal im Gesetzestext, sondern nur im Bericht zum Ausdruck kommt. Ich komme ganz kurz darauf zurück.

Sie haben natürlich das ganze Problem schon aufgegriffen, bevor die Initiative überhaupt eingereicht war, nämlich aufgrund der Motion Epiney 07.3311. Sie haben damals eine Subkommission eingesetzt, die sich intensiv um das Ganze gekümmert hat. Aber Sie haben bereits damals gesehen, wie schwierig es ist. Sie haben die Arbeit dann einstweilen auf Eis gelegt und sich direkt dem Gegenvorschlag zur Volksinitiative gewidmet.

Nochmals: Der Bundesrat unterstützt diesen Gegenvor- schlag, zunächst was die Revitalisierung und die naturnahe Gestaltung der Gewässer betrifft. Dass die Pflicht für die Kantone nicht um jeden Preis gelten soll, sondern eben nur dort, wo das beste Kosten-Nutzen-Verhältnis herrscht – es sollen nur etwa 4000 von insgesamt 15 000 Kilometern revitalisiert werden –, scheint uns eine richtige Lösung zu sein. Ein wichtiges Element ist auch die Sicherung des Gewäs- serraums, nicht nur für die Ökologie, sondern eben auch für die Sicherheit im Bereich des Hochwasserschutzes und im Hinblick auf Ausbauten von Speicher- kraftwerken zu Pump- speicheranlagen, welche ja auch den entsprechenden Raum für zusätzliche Becken brauchen.

Verbunden damit ist die ganze Finanzierungsfrage. Diese haben Sie NFA-kompatibel gestaltet, ohne einen Eingriff in die kantonale Finanzhoheit vorzunehmen. Ich danke, dass Ihnen dieses Kunststück gelungen ist. Sie haben natürlich auch eine Mitfinanzierung des Bundes vorgesehen. Frau Sommaruga hat, wahrscheinlich aufgrund ihrer Erfahrungen, ihre Zweifel, ob der Bundesrat tatsächlich willens sei, diese Mitfinanzierung zu tragen. Ich verweise auf die Eingabe, die wir Ihrer Kommission gemacht haben, in der wir sogar ausdrücklich geschrieben haben, für diese Aufgabe sei keine Kompensierung vorgesehen. Diese Passage ist durchaus willentlich so geschrieben worden und ist uns nicht etwa per Irrtum aus der Feder geflossen. Ich kann das also hier durchaus bestätigen, und zwar liegt der Grund natürlich darin, dass der Bund durch seine frühere Siedlungs- und auch Wasserpolitik, was also die Verbauungen angeht, in einer grossen Mitverantwortung steht und für den schlechten Zustand der Gewässer auch seine Verantwortung hat.

Die einzige kleine Differenz – über die wir übrigens gar nicht abstimmen müssen, aber ich will sie erwähnt haben – betrifft die 65 Prozent Subventionierung. Da sind wir der Meinung, das solle ein Maximalsatz sein. Ihre Kommission ist der Meinung, das sei durchschnittlich zu berechnen. So ist es auch im Bericht geschrieben. Auch über diesen Bericht kann man ja jetzt nicht abstimmen, aber vielleicht werde ich das im Nationalrat nochmals zur Diskussion stellen. Unser Anliegen ist, dass es analog zu den anderen Gesetzen gemacht wird, wo wir auch einen Maximalsatz von 65 Prozent haben – damit wir also nichts Verschiedenes haben. Aber nochmals: An dem scheitert es also niemals – und wir stimmen ja auch nicht darüber ab.

Zu einem weiteren Punkt, Schwall und Sunk bei Wasser- kraftwerken: Wir finden die Einschränkung auf hauptsächlich bauliche Massnahmen richtig. So kann der notwendige Regel- und Spitzenstrom weiterhin produziert werden, ohne die Versorgungssicherheit des Landes zu gefährden. Wir unter-



stützen auch den Finanzierungsbeschluss, den Sie gefasst haben, nämlich Entschädigung von 100 Prozent der Kosten bei den Sanierungsmassnahmen. Dazu ist zu sagen, dass die wohlerworbenen Rechte so – wenn Sie darauf pochen, dass der gesamte Betrag, also 100 Prozent, entschädigt wird und nicht nur 80 Prozent, wie sich die Bundesgerichtspraxis in diesen Fragen zum Teil entwickelt hat – natürlich garantiert sind.

Sie schlagen weiter vor, die Restwassermengen zu flexibilisieren. Diese Lockerungen gehen nun allerdings genau in eine andere Richtung als die Initiative, welche die Bestimmungen über die Restwassermengen stärken will; und es war diese Diskussion, die damals den Bundesrat bewogen hat, die Diskussion aufzugeben. Sie haben das jetzt durchgezogen; das ist gut so. Wir haben in unserer Anhörung diese Bestimmungen genau geprüft und sind zum Schluss gekommen, dass die Mehrnutzung der Gewässer vor allem auch im Hinblick auf unsere Energiepolitik wichtig ist. Es gibt halt da Zielkonflikte, sogar innerhalb der ökologischen Diskussion. Wenn wir schon die Möglichkeit haben, die Wasserkraft als erneuerbare Energie zu fördern, wollen wir hier durchaus auf diesen Zug aufspringen. Auch wenn es jetzt in diesem Punkt der entgegengesetzten Richtung zu dieser Volksinitiative geht, scheint uns das sehr wohl vertretbar zu sein, auch gegenüber den Initianten, die ja schliesslich diesbezüglich auch eine grosse Sensibilität haben.

Was den Raumbedarf der Gewässer für die Revitalisierung angeht, sind wir ebenfalls einverstanden. In der Vernehmlassung wurde gefordert, es müsse Land für die Revitalisierung und für die Energieproduktion verfügbar sein; dazu seien Landumlegungen notwendig und es müsse auch landwirtschaftliches Land erworben werden können. Das ist so gut gemacht.

Wir sind also erfreut über diesen Gegenentwurf, der einen Kompromiss darstellt. Wir haben auch mit Freude zur Kenntnis genommen, dass sich alle Akteure – bis auf wirklich sehr, sehr wenige Ausnahmen – in der Vernehmlassung positiv geäußert haben. Ich bin froh, an Ihrem Projekt weiterarbeiten zu dürfen.

*Die Beratung dieses Geschäfts wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

Präsident (Brändli Christoffel, Präsident): Ich möchte noch kurz eine Bemerkung zum Verfahren machen: Behandlungsreife Geschäfte, also Geschäfte, die von der Kommission verabschiedet wurden, werden in der Regel auf Antrag der Kommission in der folgenden Session traktandiert. Die Kommission hat hier drei Anträge gestellt: erstens, den Gegenvorschlag der parlamentarischen Initiative zu behandeln; zweitens, zur Volksinitiative Stellung zu beziehen; und drittens, eine Fristverlängerung für die Behandlung der Volksinitiative zu beschliessen. Die Fristverlängerung ist notwendig, damit der Nationalrat den Gegenvorschlag auch behandeln kann. Es ist klar: Wenn wir jetzt über die Volksinitiative entscheiden, ist dies nicht die Empfehlung an das Volk. Diese erfolgt dann mit der Schlussabstimmung.

Ich habe dies jetzt erklärt, weil Fragen aufgetaucht sind, warum wir was beschliessen wollen.

07.492

Parlamentarische Initiative UREK-SR. Schutz und Nutzung der Gewässer Initiative parlementaire CEATE-CE. Protection et utilisation des eaux

Fortsetzung – Suite

Einreichungsdatum 23.11.07

Date de dépôt 23.11.07

Bericht UREK-SR 12.08.08 (BBI 2008 8043)

Rapport CEATE-CE 12.08.08 (FF 2008 7307)

Stellungnahme des Bundesrates 19.09.08 (BBI 2008 8079)

Avis du Conseil fédéral 19.09.08 (FF 2008 7343)

Ständerat/Conseil des Etats 01.10.08 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 01.10.08 (Fortsetzung – Suite)

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Bundesgesetz über den Schutz der Gewässer (Renaturierung) Loi fédérale sur la protection des eaux (Renaturation)

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung, Art. 4 Bst. m

Antrag der Kommission: BBI

Titre et préambule, ch. I introduction, art. 4 let. m

Proposition de la commission: FF

Angenommen – Adopté

Art. 31 Abs. 2 Bst. d

Antrag der Kommission: BBI

Art. 31 al. 2 let. d

Proposition de la commission: FF

Lombardi Filippo (CEg, TI), pour la commission: Les débits résiduels, selon la loi actuelle, doivent être augmentés lorsque certaines exigences ne sont pas satisfaites. Ce que nous modifions par rapport à la loi actuelle, c'est simplement le fait de préciser, à la lettre d de l'article 31 alinéa 2, que cette augmentation concerne uniquement les cours d'eau où la libre migration des poissons s'effectue naturellement. C'est une précision qui ne change pas le sens fondamental de la loi actuelle.

Il s'agit maintenant du point dont nous avons longuement discuté dans le débat d'entrée en matière, à savoir de la contrepartie, dans le cadre du compromis trouvé, qui doit permettre une certaine augmentation de la production d'énergie hydroélectrique. Actuellement, la loi nous dit que les cantons peuvent autoriser des débits résiduels inférieurs à ce qui est prévu par la loi, c'est-à-dire à 6 pour cent de la portée naturelle, sur des tronçons situés à une altitude supérieure à 1700 mètres. A l'article 32 lettre a, nous proposons d'abaisser cette limite à 1500 mètres.

Je voudrais rappeler ce que j'ai dit dans le débat d'entrée en matière. Il ne s'agit pas d'une «Muss-Formulierung», mais d'une «Kann-Formulierung». Les cantons peuvent autoriser des débits résiduels inférieurs sur un tronçon de 1000 mètres en aval du point de prélèvement, lorsque le cours d'eau est situé à une altitude supérieure à 1500 mètres. Il n'est pas dit qu'ils vont le faire, ils vont effectuer une pesée des intérêts.



Quant au débit Q347 inférieur à 50 litres par seconde, je précise, pour les personnes qui ne seraient pas trop expertes dans ce domaine, comme je l'étais moi-même il y quelque temps, que cela signifie que pendant 347 jours par année, moins de 50 litres d'eau par seconde en moyenne coulent naturellement. Il s'agit donc d'une augmentation de la possibilité de déroger au débit résiduel minimal. L'administration calcule qu'avec la flexibilisation prévue aux lettres a et bbis, nous pouvons obtenir une augmentation de 100 à 250 gigawattheures de production hydroélectrique par année. C'est le chiffre auquel a fait indirectement référence Monsieur Schweiger en nous disant: «La flexibilisation va permettre de produire tout au plus pour 10 à 20 millions de francs d'énergie électrique supplémentaire.» Nous considérons que c'est important dans le cadre des objectifs très ambitieux que nous avons fixés dans la loi sur l'énergie qui, eux, prévoient d'atteindre 2000 gigawattheures supplémentaires par année au moyen de la force hydraulique d'ici à 2030.

Il est vrai que cette modification va dans une direction opposée à celle de l'initiative populaire «Eaux vivantes». Cependant, les initiateurs, notamment la Fédération suisse des pêcheurs, se sont adressés à moi en tant que président de la commission, au début de nos travaux et au moment où j'ai présenté l'idée de ce contre-projet à la commission soeur du Conseil national. Dans sa lettre, la fédération précitée disait en substance, tout en n'étant évidemment pas particulièrement enthousiaste à l'idée de flexibilisations de ce genre, qu'elle aurait pu les accepter à condition que cela n'ait pas des influences néfastes du point de vue écologique. C'est la conclusion à laquelle nous sommes arrivés en discutant longuement avec les parties intéressées et avec l'administration, c'est-à-dire que les deux flexibilisations prévues ici n'ont pas de conséquences écologiques négatives importantes, significatives, mais par contre qu'elles permettent justement une augmentation de la production d'une énergie renouvelable, production que nous voulons soutenir.

Donc, nous croyons que le compromis est raisonnable et qu'il peut être accepté. Nous espérons vivement que les initiateurs pourront aussi l'accepter et le comprendre dans le cadre de l'équilibre de l'ensemble de la révision que nous proposons.

Angenommen – Adopté

Art. 32 Bst. a, bbis, c

*Antrag der Kommission: BBI
Antrag des Bundesrates: BBI*

*Neuer Antrag der Kommission
Bst. c
Zustimmung zum Antrag des Bundesrates*

Art. 32 let. a, bbis, c

*Proposition de la commission: FF
Proposition du Conseil fédéral: FF*

*Nouvelle proposition de la commission
Let. c
Adhérer à la proposition du Conseil fédéral*

Lombardi Filippo (CEg, TI), pour la commission: La commission l'avait prévu comme possibilité supplémentaire; cela aurait changé une chose importante, car la compétence pour ces décisions aurait été attribuée à l'autorité qui prend les décisions de base pour les concessions, soit aux cantons. Le Conseil fédéral, dans son avis, s'est opposé à ce transfert de compétence. La commission pensait ainsi accélérer les procédures. Le Conseil fédéral considère que cela pourrait conduire à des inégalités de procédure suivant les cantons. Par ailleurs, un certain nombre des ces décisions concernent des cours d'eau qui traversent plusieurs cantons.

La commission s'est finalement rangée à l'avis du Conseil fédéral et elle vous propose de biffer la lettre c.

*Angenommen gemäss neuem Antrag der Kommission
Adopté selon la nouvelle proposition de la commission*

Gliederungstitel vor Art. 37; Art. 36a; 37 Abs. 2; 38a

Antrag der Kommission: BBI

Titre précédent l'art. 37; art. 36a; 37 al. 2; 38a

Proposition de la commission: FF

Angenommen – Adopté

Art. 39a

*Antrag der Kommission: BBI
Proposition de la commission: FF*

Lombardi Filippo (CEg, TI), pour la commission: Dans la problématique des éclusées, dont je vous ai longuement parlé, il s'est bien agi de décider quels types de mesures on allait privilégier. La commission a été, à l'unanimité, de l'avis qu'il faut privilégier des mesures de construction pour empêcher ou éliminer les atteintes graves causées par les éclusées. Donc, elle privilégie cette solution et les investissements qu'elle engendre, plutôt que des mesures d'exploitation qui réduiraient la disponibilité d'énergie électrique de pointe. Elle prévoit cependant que le détenteur d'une centrale hydroélectrique, lui, peut indiquer qu'il préfère des mesures d'exploitation. Alors, l'autorité peut, en lieu et place de mesures de construction, ordonner quand même des mesures d'exploitation, mais c'est seulement à la demande du détenteur d'une centrale hydroélectrique.

Angenommen – Adopté

Art. 43a

*Antrag der Kommission: BBI
Proposition de la commission: FF*

Angenommen – Adopté

Art. 62b

*Antrag der Kommission: BBI
Proposition de la commission: FF*

Lombardi Filippo (CEg, TI), pour la commission: A l'article 62b, il s'agit d'après moi du coeur du contre-projet, qui prévoit justement un financement fédéral: les cantons sont compétents, mais la Confédération leur alloue des indemnités globales pour la planification et la mise en œuvre des mesures destinées à revitaliser les eaux. Il faut bien se rendre compte que cela change par rapport au système actuel. En effet, la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux prévoit la possibilité d'aides financières pour les projets de revitalisation. Ici le système change complètement: les cantons sont tenus de prendre les mesures adéquates et la Confédération est obligée de participer à leur financement; il s'agit donc d'indemnités et non plus d'aides financières. Je crois que pour les initiateurs cela représente un pas important vers une solution satisfaisante par rapport à cette problématique qui, jusqu'à présent, était restée un peu lettre morte tout en étant prévue par la loi de 1991.

Ici se pose la question du pourcentage auquel a fait allusion Monsieur le conseiller fédéral Leuenberger. Alors qu'à l'article 62c nous prévoyons un chiffre précis pour la planification – 35 pour cent des coûts imputables seraient indemnisés par la Confédération –, nous n'avons pas mis de chiffre relativement à l'exécution de la loi. Dans le rapport, nous indiquons que nous concevons que, dans le cadre de la pratique usuelle de la Confédération, ce financement s'élève à 65 pour cent. Un mot a déplu au Conseil fédéral: nous avons prévu 65 pour cent «en moyenne». Cela veut dire que, pour qu'il y ait une moyenne, cela peut être moins et parfois



plus. Le Conseil fédéral, pour sa part, aimerait qu'on précise que c'est 65 pour cent «au maximum».

Nous ne voterons pas là-dessus, car le chiffre ne figure pas dans notre texte. La discussion peut être lancée, ce qui a été fait. Eventuellement, le deuxième conseil peut voir s'il désire inscrire formellement dans le texte de loi un chiffre ou préciser la pensée d'une autre façon que dans le rapport écrit qui vous a été remis, que j'ai signé et que la commission continue de considérer comme révélateur de son opinion dominante, c'est-à-dire <65 pour cent en moyenne».

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Ausgabe ... 35 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht
La majorité qualifiée est acquise

Art. 62c

Antrag der Kommission: BBI
Proposition de la commission: FF

Präsident (Brändli Christoffel, Präsident): Der Kommissionssprecher, Herr Lombardi, hat sich dazu schon geäussert.

Angenommen – Adopté

Art. 68 Titel, Abs. 4

Antrag der Kommission: BBI

Art. 68 titre, al. 4

Proposition de la commission: FF

Lombardi Filippo (CEg, TI), pour la commission: Il s'agit ici de l'autre aspect que j'ai évoqué: il faut faciliter la mise à disposition de terrains pour permettre ces renaturations. Il s'agit donc non seulement de pouvoir procéder à des expropriations, comme on a toujours pu le faire – ce qui est par ailleurs douloureux, coûteux et parfois long –, mais aussi de prévoir la possibilité d'ordonner des remembrements parcelaires, ce qui facilite la tâche. Les articles qui suivent étentendent cette possibilité, justement, de façon à ce que les terrains disponibles puissent être plus facilement trouvés. Certaines voix se sont élevées pour demander des mesures supplémentaires, notamment dans les milieux de l'agriculture, où on aimerait des mesures supplémentaires et plus précises. Je crois que c'est une question que le Conseil national pourra éventuellement évaluer plus en détail. En ce qui nous concerne, pour l'instant, je crois que le texte que nous présentons est assez clair et précis.

Angenommen – Adopté

Art. 80 Abs. 3

Antrag der Kommission: BBI

Art. 80 al. 3

Proposition de la commission: FF

Angenommen – Adopté

Art. 83a

Antrag der Kommission: BBI

Proposition de la commission: FF

Lombardi Filippo (CEg, TI), pour la commission: Si nous fixons à l'article 83a un délai de vingt ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, c'est pour que les assainissements soient réalisés. Dans le débat d'entrée en ma-

tière, Madame Diener a souligné le fait que des délais qui s'allongent n'est pas nécessairement très satisfaisant. C'est vrai, mais la question se pose quand même de savoir si nous préférons des proclamations très ambitieuses qui ne tiennent pas compte de la réalité ou si nous préférons travailler avec des délais relativement longs, mais avec un financement qui est assuré et qui permet dans la durée, sans choc brutal, de réaliser l'ensemble des mesures.

La commission vous propose de suivre la deuxième voie. Si elle décide de prévoir un délai de vingt ans et des dépenses de 50 millions de francs environ par année – c'est ce qu'elle a calculé –, les assainissements reviendront en tout à 1 milliard de francs. Ce chiffre est important, il est vrai, et s'il fallait le verser tout de suite, on ne saurait pas très bien où aller le chercher. Vingt ans, c'est un terme raisonnable et concret pour finalement aller de l'avant. N'oublions pas que la loi date de 1991 et que cela fait déjà dix-sept ans qu'elle est en vigueur. Si elle n'a pas apporté satisfaction, ce n'est pas parce qu'elle manquait d'objectifs nobles, c'est parce que l'on n'avait pas prévu les moyens proportionnels aux objectifs et que l'on n'avait pas élaboré de planification réaliste. A mon avis, il vaut donc mieux choisir une planification réaliste, un financement concret correspondant pour obtenir véritablement dans vingt ans les résultats que nous voulons atteindre.

Angenommen – Adopté

Art. 83b; Ziff. II Einleitung, Ziff. 1

Antrag der Kommission: BBI

Art. 83b; ch. II introduction, ch. 1
Proposition de la commission: FF

Angenommen – Adopté

Ziff. II Ziff. 2 Art. 15abis

Antrag der Kommission: BBI

Antrag des Bundesrates: BBI

Neuer Antrag der Kommission

Titel, Abs. 2

Zustimmung zum Antrag des Bundesrates

Abs. 1

Die nationale Netzgesellschaft erstattet im Einvernehmen mit dem Bundesamt für Umwelt und dem betroffenen Kanton sowie nach Anhörung des Konzessionärs diesem die vollständigen Kosten für die Massnahmen nach Artikel 83a des Gewässerschutzgesetzes vom 24. Januar 1991 oder nach Artikel 10 des Bundesgesetzes vom 21. Juni 1991 über die Fischerei.

Ch. II ch. 2 art. 15abis

Proposition de la commission: FF

Proposition du Conseil fédéral: FF

Nouvelle proposition de la commission

Titre, al. 2

Adhérer à la proposition du Conseil fédéral

Al. 1

En accord avec l'Office fédéral de l'environnement et le canton concerné, et après consultation du concessionnaire, la société nationale du réseau de transport rembourse au concessionnaire la totalité des coûts des mesures prises selon l'article 83a de la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux ou selon l'article 10 de la loi fédérale du 21 juin 1991 sur la pêche.

Lombardi Filippo (CEg, TI), pour la commission: Vous le voyez dans le dépliant, et cela va aussi dans le sens de la discussion que nous venons d'avoir: dans son projet initial, la commission proposait à l'article 15abis alinéa 2 de financer seulement 80 pour cent des coûts des mesures avec les contributions. Toutefois, la commission était éventuellement disposée à financer la totalité des coûts si le propriétaire

d'une installation hydraulique était en mesure de démontrer qu'il ne pouvait pas supporter 20 pour cent des coûts.

Le Conseil fédéral est d'un autre avis. Il considère effectivement qu'il est juste d'indemniser la totalité des coûts et d'éviter de cette façon de mettre en discussion, même de façon hypothétique, la question des droits acquis. La commission s'est rangée à l'avis du Conseil fédéral. Par conséquent, ce sera donc la totalité des coûts qui sera indemnisée.

Par ailleurs, la commission propose de modifier la version du Conseil fédéral, à l'article 15a alinéa 1, en biffant «dus à la perte de ses droits acquis liée». Dans ses nouvelles propositions, la commission mentionne uniquement «la totalité des coûts des mesures prises». Nous évitons ainsi toute référence à la question même des droits acquis. On ne peut pas en conclure a contrario que nous ne voulons pas respecter les droits acquis. Nous les respectons bien évidemment, mais il nous semble que cette nouvelle formulation est plus claire et compréhensible. On rembourse «la totalité des coûts des mesures prises».

Inderkum Hansheiri (CEg, UR): Ich habe bereits beim Eintritt angekündigt, dass ich hier in der Detailberatung noch kurz auf diese Bestimmung zurückkomme.

Vorerst möchte ich der Kommission herzlich danken, dass sie es ermöglicht hat, dass mein ursprünglicher Minderheitsantrag – mein ursprünglich zugelassener einziger Minderheitsantrag – nun zum einheitlichen, nicht mehr bestrittenen Kommissionsantrag geworden ist. Allerdings sehen Sie – und das ist der Grund, weshalb ich mich hier äussere –, dass im jetzigen Text der Begriff «wohlerworbene Rechte» nicht mehr figuriert. Ich möchte klar darauf hinweisen, dass das nicht eine qualifizierte Streichung bedeutet, sondern dass wir es eben hier genau mit dem Schutz der wohlerworbenen Rechte zu tun haben, bezogen auf die Massnahmen nach Artikel 83a des Gewässerschutzgesetzes und nach Artikel 10 des Bundesgesetzes über die Fischerei.

Weil wir ja Erstrat sind, möchte ich einfach hier noch etwas, wie es so schön heisst, zuhanden der Materialien sagen: Mit einer Konzession wird ja bekanntlich zugunsten des Konzessionärs oder der Konzessionärin ein wohlerworbenes Recht begründet. Zentral ist die Bestimmung in Artikel 43 Absatz 1 des Wasserrechtsgesetzes. Absatz 2 dieser Bestimmung lautet, dass das einmal verliehene Nutzungsrecht nur aus Gründen des öffentlichen Wohles und gegen volle Entschädigung zurückgezogen oder geschmälert werden könne. Dieser Grundsatz der Wohlerworbenheit wird dann auch in den Artikeln 80 und 83 des bestehenden Gewässerschutzgesetzes ausdrücklich so bestätigt. Wohlerworbene Rechte – und das ist von nicht unwichtiger Bedeutung – sind nicht in ihrem Bestand als solchem, sondern in ihrem Wert geschützt, und zwar absolut geschützt. Oder anders ausgedrückt: Eingriffe aus Gründen des öffentlichen Wohls sind durchaus zulässig, aber nur gegen volle Entschädigung.

Wohlerworbene Rechte unterstehen somit dem Schutz der Eigentumsgarantie. Daher finden Sie in Artikel 15abis die Verpflichtung der nationalen Netzgesellschaft, dem Konzessionär oder der Konzessionärin die vollständigen Kosten zu erstatten für Massnahmen – ich habe es bereits gesagt – gemäss Artikel 83a des Gewässerschutzgesetzes oder Artikel 10 des Fischereigesetzes. Wir hätten andernfalls, wenn wir bei der ursprünglichen Beschlussfassung geblieben wären und der Mehrheit zugestimmt hätten, etwas ins Gesetz geschrieben, das im Widerspruch zu den wohlerworbenen Rechten gestanden hätte, insbesondere zu Artikel 43 des Wasserrechtsgesetzes.

Zwar geht das Bundesgericht im Falle der Kraftwerke Ilanz I und Ilanz II – das ist der Bundesgerichtsentscheid 107 IB 140 – von einer sogenannten Substanztheorie aus. Das heisst, das Bundesgericht hat gesagt: Es ist nicht von vornherein ausgeschlossen, dass Gesetze zur Anwendung gelangen, die nach der Verleihung in Kraft treten, sofern die neuen Normen keinen Eingriff in die Substanz der wohlerworbenen Rechte zur Folge haben. Aber wenn man diesen Entscheid liest, stellt man fest, dass das Bundesgericht zwar immer von der «Substanz» der wohlerworbenen Rechte, die

es zu schützen gelte, spricht, aber im Grunde genommen diese Substanz gar nicht definiert und auch nicht umschreibt. Insofern kann man sagen, dass die Bestandestheorie, wie sie das Bundesgericht damals entwickelt hat, zwar teilweise in der Lehre aufgenommen worden ist, aber insgesamt doch eher auf wackligen Füssen steht. Und sie ist in der Rechtslehre auch umstritten. Es wäre daher falsch gewesen, wenn wir eine keineswegs konsolidierte Theorie ins Gesetz geschrieben hätten, derweil wohlerworbene Rechte nach anerkannter Lehre den verfassungsmässig garantierten Schutz der Eigentumsgarantie geniessen. Und, wie gesagt: Ich bin dankbar, dass man auch da einen Konsens gefunden hat.

Leuenberger Moritz, Bundesrat: Ich möchte zu dieser Intervention von Herrn Inderkum zunächst sagen: Die Änderung, welche die Kommission hier vorgenommen hat, ist eine sprachliche. Indem die Kommission den Passus «den Entzug seiner wohlerworbenen Rechte» herausgestrichen hat, hat sie sich eigentlich von einem Pleonasmus gelöst, den der Bundesrat in seinem Entwurf eingeführt hat. Denn die Massnahmen nach Artikel 83a des Gewässerschutzgesetzes, für welche die vollständigen Kosten zu bezahlen sind, sind eben wohlerworbene Rechte. Da muss man das nicht noch in den Artikel hineinschreiben. Deswegen wurde dieser Passus herausgenommen; ansonsten würde man die Qualifizierung, was diese Massnahmen sind, eigentlich auch noch grad im Gesetz festhalten. Dass es also wohlerworbene Rechte sind, ist unbestritten.

Hingegen möchte ich doch sagen: Die ursprüngliche Fassung der Mehrheit wäre unseres Erachtens nicht automatisch bundesrechtswidrig. Es ist schon richtig: Es gibt einen Bundesgerichtsentscheid, von dem Sie sagen, er sei in der Rechtswissenschaft umstritten. Ich würde präzisieren, dass er bei einigen wenigen Rechtswissenschaftlern – und der Mehrheit der Bergkantone – umstritten ist. Die Substanztheorie hat also durchaus ihr Einleuchtendes. Wir haben uns aber nun Ihnen angeschlossen. Seien Sie glücklich damit. (Heiterkeit)

Präsident (Brändli Christoffel, Präsident): Ich gehe davon aus, dass auch Bergwanderer nicht mit allem einverstanden sind. Ich frage den Bundesrat an: Sind Sie mit dem Antrag der Kommission einverstanden? – Das ist der Fall.

Lombardi Filippo (CEg, TI), für die Kommission: Absatz 2 gemäss Entwurf der Kommission des Ständerates entfällt, Absatz 3 gemäss diesem Entwurf wird zu Absatz 2: «Der Bundesrat regelt die Einzelheiten.»

*Angenommen gemäss neuem Antrag der Kommission
Adopté selon la nouvelle proposition de la commission*

**Ziff. II Ziff. 2 Art. 15b Abs. 1 Bst. d, Abs. 4; Ziff. 3; Ziff. III
Antrag der Kommission: BBI**

**Ch. II ch. 2 art. 15b al. 1 let. d, al. 4; ch. 3; ch. III
Proposition de la commission: FF**

Lombardi Filippo (CEg, TI), für die Kommission: Hier geht es darum, die Finanzierung zu sichern. Wir schlagen vor, die 0,6 Rappen pro Kilowattstunde, die wir im Energiegesetz für die Unterstützung der erneuerbaren Energien vorgesehen haben, auf 0,7 Rappen aufzustocken und dafür 0,1 Rappen für die Sanierungsmassnahmen gemäss der Vorlage vorzusehen. Damit stehen im Durchschnitt 50 bis 60 Millionen Franken jährlich für diese Sanierungsmassnahmen zur Verfügung. Auf zwanzig Jahre gerechnet, ergibt das mehr als 1 Milliarde Franken. Das ist vernünftig; es entspricht den Bedürfnissen, und wir können das wohl alle unterstützen.

Angenommen – Adopté

